

 10,00\$

ÉTÉ 2012

Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires

AGM 2012 et
Service commémoratif

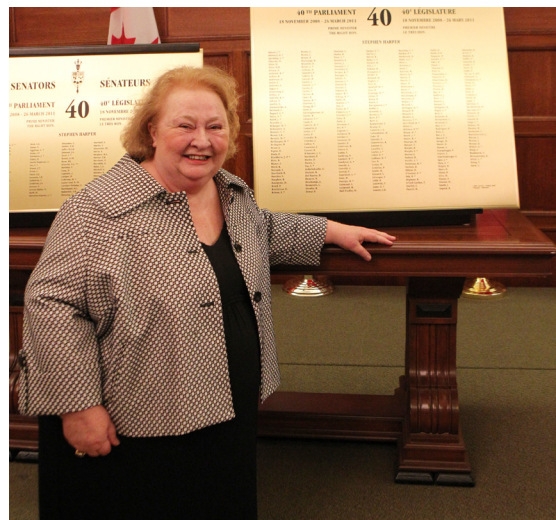
Comment devenir un
blogueur politique

Honneurs à
Alexa McDonough





Le récipiendaire du Prix de reconnaissance pour services exceptionnels Walter McLean était accompagné de sa femme Barbara et de leurs quatre fils, Scott, Chima, Duncan et Ian.



Nicole Demers, qui a été députée lors de la 40^e législature.



Doug Rowland et Phon. Sarmite Bulte.



Ian Deans et Ian Waddell.



Gilles Morin, de l'Association ontarienne des ex-parlementaires, avec Phon. Monique Bégin, Maurice Harquail, Phon. Jean-Jacques Blais et Thérèse Killens.



Phon. Jack Murta et le Dr Frank Philbrook.

Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires

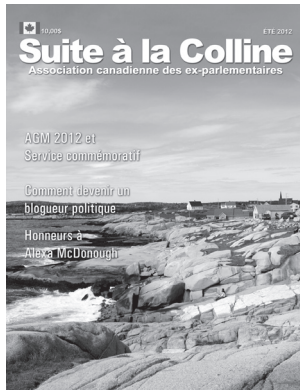
Volume 8, Numéro 3

ÉTÉ 2012

DANS CE NUMÉRO

Sous le regard du Président Léo Duguay	5	Le jubilé de diamant de la reine Harrison Lowman	18
Rapport du Directeur exécutif Jack Silverstone	6	Les premiers pas du vote par Internet Peter Mazereeuw	20
Rencontrez les nouveaux stagiaires Will Stos	6	Un honneur singulier pour Bryon Wilfert Peter Mazereeuw	21
Anciens députés au Parlement européen Francis LeBlanc	7	Le financement des élections américaines Hon. John Reid	22
Retour sur l'AGA Will Stos	8	Le Musée canadien des droits de la personne Dorothy Dobbie	23
Bâtir l'ACEP H. Lowman, P. Mazereeuw, M. Power	10	La représentation, une affaire de savants calculs Peter Mazereeuw	24
Le Révérend Walter McLean : Prix de reconnaissance pour services exceptionnels Will Stos	11	Les médias et les femmes en politique Harrison Lowman	25
Service commémoratif 2012 Les blogues politiques Mike Power	12 14	Rester en contact Des amis rendent hommage à Allan J. MacEachen Francis LeBlanc	26 29
Commencer un blogue Mike Power	15	L'humour en politique : la Colline à travers la fiction Un guide pratique pour les candidats fédéraux Hommage à nos disparus	30 31 32
Alexa McDonough honorée Will Stos	16	Un hommage aux sceptiques Keith Penner	34





Le village de Peggy's Cove en Nouvelle-Écosse, vu de son fameux phare.

Rédactrice en chef
Dorothy Dobbie

Rédacteur associé
Keith Penner

Stagiaires en rédaction
Will Stos, stagiaire principal; Harrison Lowman, Peter Mazereeuw, Mike Power

Comité de rédaction
Bill Casey, Dorothy Dobbie, Simma Holt, l'hon. Betty Kennedy, Keith Penner, l'hon. John Reid, Doug Rowland, Geoff Scott

Comité de rédaction émérite
L'hon. Jim Fleming,
l'hon. Laurier LaPierre, Claudy Lynch

Collaborateurs
L'hon. Peter Adams, l'hon. Don Boudria, Dorothy Dobbie, Léo Duguay, Jenny Ford, Francis LeBlanc, Keith Penner, l'hon. John Reid, Jack Silverstone

Adjointes à la production
Céline Brazeau-Fraser,
Colby Marjerrison, Julie Mertens,
Gayl Punzalan, Susan Simms

ISSN
1920-8561

Mission

Suite à la Colline, une revue pour les ex-parlementaires, est conçue de façon à faire participer ses lecteurs, à les informer et à les tenir au courant des activités des autres lecteurs, de leur Association et de sa Fondation pour l'éducation. Elle a pour objectif d'encourager la participation au sein de l'Association et de promouvoir la démocratie. Les opinions exprimées dans cette publication par nos collaborateurs ne représentent pas nécessairement celles de l'ACEP ou de sa Fondation pour l'éducation. L'équipe de *Suite à la Colline* vous invite à lui adresser vos lettres, vos textes et vos suggestions à C.P. 1, 131, rue Queen, Chambre des communes, Ottawa (Ontario), K1A 0A6. Téléphone : 1-888-567-4764, télécopieur : 613-947-1764, courriel : exparl@parl.gc.ca, site Web : www.exparl.ca.

LETTRES, etc.

Remerciements pour le service commémoratif

Je vous remercie infiniment pour le service et le dîner offerts en l'honneur de Scott, ainsi que de ses collègues. Le service a été très touchant et la musique et les chants y ont ajouté tant de beauté. Le dîner tenu lundi soir était merveilleux; le fait de le tenir dans le Hall d'honneur ajoute beaucoup à tout événement parlementaire. C'était un bel hommage, bien mérité par ceux qui ont été honorés. Le tout a été organisé de façon exemplaire; mes sincères remerciements à vous et à votre équipe.

Je vous transmets toute ma gratitude,
Cecil Fennell

En mon nom et en celui de mon frère Tony, je tiens à vous remercier, un peu en retard mais de tout mon cœur, ainsi que vos collègues de l'Association canadienne des ex-parlementaires, pour la belle cérémonie commémorative de juin 2011. Nous sommes les beaux-enfants de Frank Howard, même si nous le considérons comme notre second père. Nous étions accompagnés par la famille élargie et tout le monde a été profondément touché par le service. Même si Frank avait des sentiments mitigés envers le Sénat, je crois qu'il aurait été très touché que l'on se souvienne de lui dans ce lieu historique et dans ces bâtiments merveilleux qui ont donné une signification si profonde à sa vie. De nous trouver au centre de l'environnement du passé de Frank, de parler avec ses anciens collègues, de participer au dîner, tout cela était vraiment spécial pour nous. Nous avons beaucoup apprécié les mots que vous avez écrits dans votre carte à propos de sa vie qui a été source d'inspiration.

Merci également pour la documentation souvenir qui sera transmise à ses petits-enfants.

Nous vous présentons nos meilleurs vœux,

Danielle Peacock

Des remerciements du fond du cœur à vous et à votre personnel pour cet événement mémorable que vous avez créé hier pour des personnes comme ma sœur, Jean Pigott. J'ai été touchée par cette cérémonie et je suis profondément reconnaissante. J'ai particulièrement apprécié l'événement parce qu'il se situait au dessus des lignes de partis.

En vous remerciant infiniment,
Grete Hale

Cher Jack,

Je viens tout juste de terminer la lecture de *La démocratie*, cette perle de culture. C'est un survol particulièrement réussi et la lecture en est très agréable et à-propos. Félicitations!

Sur une note un peu différente, le passage (sur la même page) Plus de sièges, moins d'espace à la Chambre des communes, me rappelle l'anecdote à propos de Winston Churchill. Après la guerre, la Chambre des communes de Westminster a été reconstruite de manière à accueillir un nombre légèrement inférieur de députés par rapport au nombre de députés en fonction à l'époque. Cette mesure a été prise sur ordre de sir Winston, qui souhaitait une Chambre pleine avec des places debout lorsqu'une question importante devait être débattue.

Salutations,
L'hon. Yoine Goldstein, Ad. E

Qu'y a-t-il dans un nom? E.P?

Par Harrison Lowman

En 2000, l'ACEP a adopté les initiales honorifiques « E.P » (en anglais « F.P »), afin qu'elles soient insérées à la suite du nom des ex-parlementaires. C'est l'ancien député progressiste-conservateur Robert McCleave qui est responsable de cette motion.

Selon l'ancien président de l'ACEP, Barry Turner, à la suite de discussions avec l'administration de Rideau Hall et le Cabinet du Premier ministre, l'Association

a appris que ceux-ci n'exigeaient aucune forme d'approbation pour le titre. L'ACEP n'est pas une association nationale enregistrée, ce qui signifie qu'elle n'a pas besoin d'approbations pour les initiales.

« Après avoir fait nos devoirs, nous sommes rendu compte que nous pouvions essentiellement faire ce que nous voulions au sein de notre association, affirme M. Turner. Il s'agit d'une question individuelle et personnelle. »



Sous le regard du président

Être président de l'Association canadienne des ex-parlementaires est toujours un plaisir, surtout quand il y a de bonnes nouvelles et on peut dire qu'elles ne manquent pas, en ce moment. Notre Assemblée générale annuelle a connu un succès retentissant, comme vous le constaterez en lisant la section à ce sujet plus loin dans la revue. Plus de 150 personnes ont participé aux événements, organisés sur trois jours à Ottawa, dont des réceptions, cérémonies de remise de prix et conférenciers invités.

C'était le couronnement d'une année record pour l'Association. En effet, en 2011-2012, nous avons encaissé 423 cotisations de membres et 114 de membres associés. Notre nouvelle campagne de recrutement a déjà commencé et nous espérons faire encore mieux l'an prochain. Je vous invite donc à renouveler votre adhésion ou à vous joindre à nous si ce n'est pas déjà chose faite.

Grâce au nombre des cotisations et à nos initiatives de financement, notre situation financière reste très saine. Nos programmes courants, dont Du Parlement au Campus qui s'est traduit par 40 visites universitaires juste l'automne dernier, nous permettent de maintenir et d'accroître notre présence dans les collectivités partout au Canada. De plus, nous rendons systématiquement hommage au travail de nos membres, lors d'occasions comme le dîner de gala pour la remise du Prix d'excellence pour l'ensemble des réalisations. Il a été octroyé cette année à Alexa McDonough lors d'une réception tenue à Halifax en mai.

L'an prochain, notre conseil d'administration compte s'efforcer de répondre à trois questions distinctes : comment améliorer les services aux membres, comment accroître le fonds de dotation de la Fondation et à quoi devrait ressembler un plan stratégique sur cinq ans. Les membres assistant à la réunion de travail de l'AGA se sont répartis en petits groupes pour un remue-ménages et une discussion de ce qu'ils voyaient pour notre association. De brefs résumés de ces sessions figurent dans la section consacrée à l'AGA dans le présent numéro de Suite à la Colline. Des procès-verbaux plus détaillés seront disponibles ultérieurement.

Que nous réserve l'automne? Nous sommes heureux de collaborer avec Élections Canada pour la Semaine de la démocratie, du 15 au 22 septembre 2012. C'est une initiative passionnante inspirée par la Journée internationale de la démocratie de l'ONU. Elle nous donne à tous l'occasion de fêter la démocratie et ses retombées positives sur la vie au Canada.

Auront lieu en septembre une série d'activités pratiques d'éducation civique visant à amener les jeunes à se renseigner activement sur la démocratie et à se convaincre de l'importance de voter. L'an dernier, j'ai eu l'occasion de parler à des centaines d'étudiants de l'Université d'Ottawa de l'importance de l'instruction civique. Nos efforts de sensibilisation se poursuivront durant la Semaine canadienne de la démocratie et tout au cours de l'année.

Vous trouverez dans le site Web de la Semaine canadienne de la démocratie (www.democracy-democratie.ca) un calendrier des événements, ainsi que des détails sur le Défi national jeunesse, que l'ACEP commande. Ce défi encourage les jeunes Canadiens et Canadiennes à utiliser les arts et les médias sociaux pour explorer notre démocratie et voir leur créativité récompensée par de superbes prix. On y trouve aussi des plans de leçon et des ressources pédagogiques pour les enseignants, ainsi que des données sur le système politique canadien et la démocratie dans d'autres pays.

En tant qu'ex-parlementaires, vous avez un point de vue unique et des liens avec la jeunesse. Je vous encourage à partager cette information avec votre collectivité.

Laissez-moi conclure en remerciant tous les membres qui se sont dévoués cette année et qui me permettent d'envisager avec optimisme un avenir où notre Association ira de succès en succès. Rien de ce que nous faisons ne serait possible sans votre appui. Nous sommes ravis de voir augmenter le nombre de nos membres et nos activités.

Léo Duguay
Président





Rapport du directeur exécutif

Par Jack Silverstone

Augmentation des membres et des revenus

Je suis ravi d'être en mesure de mesurer une augmentation de 21% du nombre de membres et de 24% du nombre de membres associés au cours de l'année écoulée. Cela nous apporte le financement voulu afin de poursuivre le bon travail de l'association et reflète la plus grande participation à nos activités et leur plus grand retentissement. Nous allons redoubler d'efforts cette année. Les renouvellements de cotisation affluent déjà.

J'ai également le plaisir d'annoncer que notre initiative de collecte de fonds de fin d'année nous a permis d'engranger plus d'argent dans notre Fondation pour l'éducation. Un grand merci aux membres donateurs pour leur générosité!

Nouveaux partenariats à l'horizon

Nous poursuivons notre politique de partenariats et sommes à la veille de conclure un protocole d'entente avec l'École de la fonction publique du Canada. Nous explorons en outre les possibilités de partenariat avec nos collègues du Forum des politiques publiques, du Centre Pearson, de l'Institut sur la gouvernance et, bien sûr, de la Bibliothèque du Parlement, pour ne nommer qu'eux.

Pour élargir nos contacts internationaux, nous avons également participé à l'accueil d'une délégation gouvernementale de haut niveau du Kazakhstan, en association avec le Centre parlementaire et le ministère des Affaires étrangères. Nous étions aussi représentés lors de la réception de gala pour la visite du président israélien Shimon Peres, à la Galerie nationale d'Ottawa.

Turquie : un franc succès

La planification de notre deuxième voyage d'études, qui aura lieu fin octobre, est bien avancée. Le voyage en Turquie succède au voyage réussi de l'an dernier, en Nouvelle-Zélande et en Australie. L'ambassade de Turquie, qui fait office de liaison pour le projet, déploie des trésors

d'amabilité. Toutes les places disponibles pour le voyage ont été vendues!

Le Canada préside une nouvelle organisation internationale

L'Institut international des observateurs électoraux, créé en partenariat avec nos collègues européens et américains, entreprend une métamorphose passionnante, sous un nouveau nom : Initiative mondiale pour la démocratie. En collaboration avec nos collègues de Washington et de Bruxelles, nous travaillons afin d'élargir nos initiatives internationales et d'assurer plus de suivi à nos missions d'observation des élections. La nouvelle organisation a son siège à Washington et vient d'élire comme premier président Léo Duguay, président de notre Association.

Prix pour l'ensemble des réalisations

La remise du prix d'excellence 2012 pour l'ensemble des réalisations à Alexa McDonough, O.C., à Halifax, a été pour tous un moment émouvant. Nous avons ensuite profité de l'occasion pour tenir de vive voix une réunion conjointe des conseils d'administration de l'Association canadienne des ex-parlementaires et de la Fondation pour l'éducation.

À venir cet automne

Notre réunion régionale, qui s'est tenue l'an dernier à Regina et dans les environs, s'organise cette fois-ci à Québec du 9 au 11 septembre 2012. Enfin, la planification du dîner de gala annuel Douglas Frith bat son plein. Il se tiendra à Ottawa, le 24 octobre, au bénéfice de la Fondation pour l'éducation, et promet d'être spectaculaire. Nous y célébrerons le 100^e anniversaire de la Coupe Grey et le commissaire de la LCF Mark Cohon sera le conférencier d'honneur.

Si, après ce bref survol de nos activités, vous souhaitez obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter notre site Web nouvellement amélioré. Nos activités prennent de l'ampleur, mois après mois, année après année, et, comme vous, je suis ravi d'être de l'aventure.

Découvrez les nou



Les nouveaux internes, Peter Mazereeuw, Harrison Lowman, Will Stos et Mike Power ont eu le plaisir de couvrir l'AGA de l'ACEP à Ottawa, du 3 au 5 juin.

Par Will Stos

C'est désormais un rite du printemps pour l'Association canadienne des ex-parlementaires et Suite à la Colline : l'accueil de quatre nouveaux internes pleins d'énergie dans les sphères éthérées du journalisme politique. Sauf que, cette fois-ci, l'un deux n'est pas si nouveau, après tout.

Nommé stagiaire principal à la rédaction pour 2012-2013, je suis **Will Stos** et je suis ravi de revenir à la revue, où j'ai effectué un stage en 2004-2006.

Je finis actuellement un doctorat en histoire politique à l'Université York, après avoir effectué une maîtrise en histoire et un baccalauréat en journalisme à l'Université Carleton. La recherche que j'ai entreprise pour ma thèse porte sur le régionalisme dans le jeu des partis provinciaux canadiens, des années 1960 aux années 1980. La connaissance de l'ACEP que j'avais acquise s'étant avérée précieuse à cet égard, j'ai sauté sur l'occasion de faire un nouveau stage.

Les candidatures étaient d'un tel calibre que la rédactrice en chef Dorothy Dobbie et moi avons eu du mal à choisir les trois stagiaires qui complètent l'équipe.

Harrison Lowman, étudiant de quatrième année à l'école de journalisme de l'Université Carleton, est un natif de Toronto qui a profité d'une installation dans la capitale nationale pour unir deux passions : la plume et la politique. Il a ainsi couvert le Parlement, réunions de comité comme débats politiques, et commenté la scène politique pour le journal de l'université, *The Charlatan*.

Nouveaux stagiaires



Séduit par la ruche d'activité de la publication du budget de 2011, au tendre âge de 20 ans, Harrison entretient depuis sa liaison avec la politique fédérale.

S'il délaisse papier et crayon, cherchez-le sur un terrain de rugby, dans la mêlée des Ottawa Beavers, ou à la tête de la 153e troupe de scouts, à Toronto.

Peter Mazereeuw, lui aussi en dernière année de journalisme à l'Université Carleton, est un fana de politique de longue date qui a effectué un stage au journal Embassy, comme journaliste aux affaires étrangères. Il réside maintenant à Ottawa, mais a grandi à Newmarket (Ontario).

Ayant survécu à une leucémie, Peter participe depuis plusieurs années à des initiatives de sensibilisation aux cancers de l'enfant et du jeune adulte. Il joint à son sain intérêt pour la politique une pernicieuse obsession pour le sport.

Seul stagiaire né à Ottawa, **Mike Power** a fait des études de science politique à King's University College (Université Western Ontario) et à l'Université Carleton. Il suit maintenant des pistes et une carrière de journaliste au Collège Algonquin. La politique? Il est tombé dedans quand il était petit : depuis 1902, il y a au moins un parlementaire fédéral dans chaque génération de sa famille.

Parmi ses premiers souvenirs d'enfance, figure ainsi l'attente des résultats du congrès à la direction du Parti progressiste-conservateur, en 1993. Mike avait six ans et son intérêt pour la chose politique ne s'est pas démenti depuis, mais il consacre ses loisirs à la lecture, aux voyages et à des tentatives pour jouer au golf.

Au nom de notre nouvelle équipe, je voudrais remercier l'ACEP de l'occasion qu'elle nous offre et affirmer notre désir de nous montrer à la hauteur de la réputation de la revue.

Anciens députés au Parlement européen

Par Francis LeBlanc



Francis LeBlanc, président de la Fondation pour l'éducation de l'ACEP, Pat Cox, président de l'Association des anciens députés au Parlement européen, et Léo Duguay, président de l'ACEP, à Bruxelles.

C'est dans un climat de profonde incertitude économique et politique que nous avons assisté en tant qu'invités (Léo Duguay comme président de l'ACEP et moi comme président de la Fondation pour l'éducation) à l'assemblée générale annuelle de l'Association des anciens députés au Parlement européen, du 9 au 11 mai dernier, à Bruxelles.

La semaine précédente, la France avait élu comme président le socialiste François Hollande, dont le mandat était de remettre en question les mesures d'austérité préconisées par son prédécesseur, Nicolas Sarkozy, et par la chancelière allemande, Angela Merkel, pour aider les économies européennes à sortir de la crise économique et financière.

En Grèce, s'étaient tenues le jour même des élections générales où le peuple avait rejeté les contraintes draconiennes imposées par la Communauté européenne pour sauver du précipice le pays massivement déficitaire. Et on craignait que la Grèce ne s'apprête à sortir de la zone euro. De plus, des élections des États fédérés prévues pour le dimanche suivant constituaient une pierre d'achoppement majeure pour les politiques du gouvernement allemand. Le parti de Merkel a d'ailleurs essuyé une défaite cuisante.

Une préoccupation palpable dans les questions

Il n'y avait donc rien d'étonnant à la teinte des questions posées par les anciens députés après le discours du conférencier invité pour le dîner d'ouverture, Jo Leinen, président du Mouvement européen international. Une bonne part portaient sur les divisions profondes entre les pays membres de l'Union européenne, sur la multiplication des eurosceptiques en Europe et sur le risque d'écroulement de l'Union – problèmes fondamentaux pour des parlementaires dont l'institution, le Parlement européen, se bat pour le succès de l'Union européenne comme cadre de

gouvernement de l'Europe.

Mais les interrogations sur le futur du Parlement européen n'ont pas monopolisé les réunions. L'Association des anciens députés a commencé ses délibérations le 9 mai avec une cérémonie solennelle commémorant les membres décédés durant l'année. Elle a été suivie par une réception et le dîner d'ouverture.

Lors des réunions officielles du 10 mai, le président Pat Cox a su guider les quelque 80-100 membres et invités présents dans un examen des activités de l'année écoulée: un voyage d'études en Russie en septembre; le programme du européen au campus du Parlement européen; ainsi que les diverses missions d'observation des élections menées par l'association européenne, soit par elle-même, soit pour l'Institut international des observateurs électoraux, dont l'ACEP est membre fondateur.

Initiative mondiale pour la démocratie

On nous a accordé un temps de parole, à Léo Duguay et à moi. Léo a parlé de l'Initiative mondiale pour la démocratie, que nous espérons pouvoir lancer avec la collaboration d'autres associations d'anciens députés. L'idée a été chaleureusement reçue.

Enfin, nous avons été invités à profiter d'une séance d'information sur le travail d'OLAF, l'Office européen de lutte antifraude, créé par la Commission européenne en 1999 pour faire enquête et endiguer la fraude et d'autres activités illégales touchant les fonds et les actifs de l'Union européenne. L'Office est une entité indépendante qui fait enquête sur l'emploi inapproprié de fonds (les subventions agricoles, par exemple), ainsi que sur les méfaits commis à l'interne par des responsables, dont les députés du Parlement européen eux-mêmes.

Ces contacts entre les associations d'anciens députés tissent des réseaux interpersonnels importants et renforcent les liens entre anciens députés à l'échelle du monde.

Retour sur l'AGA



À gauche : Les membres assistent à une présentation de Lisette Comeau sur les changements sur la Colline. Un reportage sur les travaux de rénovation sur la Colline paraîtra dans le prochain numéro de *Suite à la Colline*. À la droite : Son Excellence le Dr Andrew Pocock, Haut-commissaire britannique, boucle l'AGA avec un aperçu inspirant des Jeux olympiques de Londres.

Par Will Stos

Plus de 60 ex-parlementaires sont revenus sur la Colline du 3 au 5 juin pour prendre part à l'assemblée générale annuelle de l'ACEP. L'AGA marquait également le 25^e anniversaire de l'Association, elle a attiré des dizaines d'autres invités, dont des membres honoraires de l'Association, des conjoints d'anciens parlementaires ainsi que des parents et amis des ex-parlementaires qui ont été honorés à un service commémoratif tenu au Sénat.

Un début fort et émouvant

La forte participation à la réception de bienvenue offerte le 3 juin par le président de l'ACEP, Léo Duguay, dans la salle du Comité des banques et du commerce du Sénat, témoigne du dynamisme de l'Association.

Le lendemain matin, suite à un concert spécial donné par le carillonneur du Dominion, Andrea McCrady, les participants se sont réunis au Sénat pour commémorer le souvenir des ex-parlementaires qui nous ont quittés au cours de l'année. La salle du Sénat était remplie pour ce service commémoratif qui a attiré des représentants du cabinet du premier ministre Stephen Harper ainsi que les chefs des partis d'opposition, Thomas Mulcair, Bob Rae

et Elizabeth May. Léo Duguay a dit un mot personnel sur chacun des membres défunts. Ce fut un moment émouvant que les personnes présentes ont apprécié.

La Colline en construction

Après la réception du midi, la planificatrice principale de l'architecture, du patrimoine et des programmes pour les services des locaux parlementaires, Lisette Comeau, a donné une séance d'information sur l'imposant projet de rénovation échelonné sur 30 ans à l'intérieur et à proximité de la cité parlementaire. *Suite à la Colline* fera un reportage complet sur le projet dans son prochain numéro.

Walter McLean honoré

Dans l'après-midi, une plaque commémorative pour la 40^e législature a été inaugurée par les deux présidents en collaboration avec l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes. L'ACEP a aussi annoncé que le Prix de reconnaissance pour services exceptionnels est décerné cette année à l'honorable Walter McLean. Celui-ci a livré un vibrant témoignage au sujet du sens du devoir et des responsabilités des parlementaires à l'égard des prochaines générations. Il a parlé de son intérêt toujours vivant pour un programme international de désarmement nucléaire.

Séance de travail

Les membres se sont réunis au Centre de conférences du gouvernement le 5 juin pour la séance de travail, soit la présentation du budget, l'élection des nouveaux membres du conseil d'administration ainsi que les nouveaux points soulevés par les membres. La trésorière, Marlene Catterall, a indiqué que les livres de l'Association sont en ordre et que celle-ci se porte bien sur le plan financier, en partie grâce à l'augmentation du nombre de membres. À la réunion pour la Fondation sur l'éducation, présidée par Francis LeBlanc, le trésorier, l'honorable Andy Mitchell, a souligné que le succès répété du Dîner annuel Doug Frith contribue à la santé financière de l'organisation.

La séance a ensuite fait place à trois groupes de discussion dont les discussions ont porté sur les services aux membres, le financement et les fonds de dotation ainsi que la planification stratégique. (Voir sur les prochaines pages l'aperçu des idées avancées par ces groupes.)

Son Excellence M. Andrew Pocock, haut-commissaire du Royaume-Uni, a conclu les délibérations en faisant un exposé sur la transformation d'East London en prévision des Jeux olympiques d'été de 2012.



Le Président du Sénat, Noël A. Kinsella, et le président de la Chambre des communes, Andrew Scheer, dévoilent les plaques commémoratives de la 40^e législature.



Ci-dessus : le très hon. Joe Clark et Dorothy Dobbie. Ci-dessous : Osvaldo Nuñez et l'hon. Jean Augustine.



L'hon. Laurier LaPierre, la nouvelle Bibliothécaire parlementaire Sonia L'Heureux, Dianne Brydon, directrice générale des Services d'apprentissage et d'accès à la Bibliothèque, et Harvey Slack.



Le Dîner annuel dans le Hall d'honneur.

Bâtir l'ACEP

Par les services aux membres

Par Harrison Lowman



L'hon. Lucie Pépin (à la gauche) et Sarkis Assadourian (à la droite) parmi autres ont participé au groupe de discussion mené par l'hon. Don Boudria.

Un des membres du conseil d'administration, Don Boudria, a lancé une discussion animée qui a débouché sur différents sujets : des indemnités de transition pour les parlementaires qui quittent la Colline, la création d'un caucus féminin, des rabais sur des services d'affaires pour les membres, des alliances internationales, les initiales honorifiques et les médias sociaux.

L'ex-député libéral John Maloney, qui souhaite poursuivre des études universitaires, a exprimé l'avis que la période de dépenses aux fins des indemnités de

transition après une défaite devrait dépasser un an. Norman Warner, ex-député progressiste-conservateur, estime pour sa part qu'il faudrait mettre en place des avantages auprès de compagnies comme VIA Rail et des chaînes d'hôtel puisque selon lui, les membres sont une clientèle cible par excellence. Francis LeBlanc, ex-député libéral et président de la Fondation pour l'éducation, a même avancé l'idée de tarifs préférentiels pour des abonnements à des publications telles que iPolitics. À son avis, cela pourrait inciter les membres à contribuer à certaines publications dans leur domaine de spécialité.

L'ex-députée libérale Sarmite Bulte a proposé de resserrer les relations avec les groupes d'anciens parlementaires des États-Unis et de l'Europe en organisant des activités conjointes en plus du travail déjà accompli par l'Institut international des observateurs électoraux. Elle a de plus souligné que l'association devrait fa-

voriser l'accès des parlementaires aux programmes d'instauration de la démocratie à l'étranger, s'inspirant des activités du International Republican Institute et du Carter Center.

Nicole Demers, ex-députée du Bloc Québécois, a quant à elle suggéré de former un caucus féminin au sein de l'ACEP. Le groupe discuterait de questions de politique touchant les femmes.

Enfin, certains membres estiment que l'ACEP devrait créer un bassin en ligne où ils pourraient verser leur expertise politique. L'information pourrait ensuite servir à faciliter le jumelage de conférenciers avec des groupes communautaires.

Francis LeBlanc propose que certains ex-parlementaires adressent des discours à des clubs de bienfaisance ou autres organismes.

Geoff Scott a insisté sur l'importance d'une présence plus active sur Internet. Il a dit que l'Association devrait envisager d'établir un salon de clavardage surveillé sur son site Web afin que les ex-parlementaires puissent échanger en privé entre eux. Francis LeBlanc estime qu'on pourrait annexer au salon de clavardage des questions et réponses avec des experts canadiens connus.

Par le financement

Par Peter Mazereeuw

Trouver quelques donateurs privés bien nantis, voilà la priorité à privilégier, ont convenu les membres du groupe de financement à l'AGA 2012.

Les donateurs privés sont la cible à viser dans les efforts de financement, du moins c'est ce qu'a conclu le groupe devant les maigres perspectives d'une autre injection de fonds publics.

Les projets de l'ACEP n'ont pas le pouvoir de toucher les gens comme les levées de fonds pour le cœur et les AVC ou d'autres causes du genre, a indiqué Jack Silverstone. Les autres membres étaient d'accord avec cette affirmation et ont conclu qu'il fallait plutôt trouver des personnes qui s'intéressent à l'avancement de la démocratie au point d'investir dans

cette cause.

L'ancien sénateur libéral Raymond Setlakwe et d'autres personnes sont d'avis que la prochaine mission du comité de financement devrait consister à rédiger un texte expliquant la nature de l'ACEP, les projets qu'elle veut financer et la façon dont elle dépensera l'argent des donateurs.

Il a aussi été question brièvement de trouver de l'argent pour envoyer des membres de l'ACEP en Haïti pour contribuer au développement de l'infrastructure poli-



L'hon. Raymond Setlakwe, l'hon. Andy Mitchell, Jack Silverstone et Léo Duguay ont discuté d'idées de financement durant l'AGA.

tique du pays. Mais on s'est interrogé sur la capacité de l'Association de trouver des donateurs pour le projet étant donné la presse négative entourant les maladroites de l'aide étrangère en Haïti.

Par le respect à l'égard des parlementaires



Dorothy Dobbie (à droite) a dirigé un groupe de discussion dont faisaient partie Colleen Beaumier (à gauche) et le nouveau membre honoraire de l'ACEP et ancien bibliothécaire parlementaire William Young.

Par Mike Power

La session de planification stratégique présidée par Dorothy Dobbie à l'Assemblée générale annuelle cette année a donné lieu à deux solides propositions de la part de nos membres. L'une consiste à réintroduire une ancienne tradition, et l'autre à en lancer une nouvelle. Le but est d'améliorer la perception qu'ont les Canadiens du travail des parlementaires et de susciter un nouveau respect qui renforcera le tissu de la tradition démocratique canadienne.

La première moitié de la session a porté sur des moyens d'amener les ex-parlementaires à participer à l'organisation et sur la manière dont l'ACEP pourrait mieux soutenir ses membres. Les difficultés éprouvées par certains ex-parlementaires au moment de réintégrer leur milieu après une défaite électorale ont été au cœur de la discussion. Il semble que les ex-parlementaires auraient souvent du mal à trouver un emploi lucratif au terme de leur vie politique.

À cet égard, un participant a suggéré de rétablir le programme qui consistait à emmener dîner un parlementaire défait et qui constituait un des rôles courants des membres de l'ACEP. La proposition a suscité un appui quasi unanime.

Le groupe a aussi discuté de la proposition d'organiser un groupe de discussion aux futures AGA où des questions d'actualité importantes pourraient être débattues et où l'ACEP pourrait faire une déclaration ou une recommandation de principe. La proposition a immédiatement suscité de l'intérêt parmi les membres présents et l'idée du groupe de discussion n'a pas tardé à se transformer en un véritable débat en bonne et due forme.

Le but visé est de retenir l'attention du public en mettant en évidence tout le bagage d'expérience qui existe parmi les membres de l'ACEP.

Reverend Walter McLean Prix de reconnaissance pour services exceptionnels

Par Will Stos

Devant la centaine d'invités et plus à la cérémonie qui s'est déroulée le 4 juin, l'honorable Walter McLean, récipiendaire du Prix de reconnaissance pour services exceptionnels 2012 de l'ACEP, a fait un fervent plaidoyer en faveur de la contribution que les ex-parlementaires peuvent continuer d'apporter à la population.

« Il me semble que notre rôle en tant qu'ex-parlementaires n'est pas de montrer la voie par l'exemple ou l'exhortation, a-t-il dit, mais plutôt d'être de ceux qui cherchent des réponses ou qui prennent des initiatives, ou parmi ceux qui les accompagnent. »

Walter a parlé de l'importance cruciale de développer notre potentiel intellectuel et notre sentiment d'appartenance au monde pour relever les défis d'aujourd'hui. Selon lui, l'éducation et l'enseignement des sciences humaines en particulier contribuent à développer la pensée critique comme il faut le faire pour évoluer dans un monde de plus en plus complexe.

« Les communications et les moyens de transport modernes créent des conditions matérielles propices au village global, a-t-il ajouté. Mais une tâche titanesque nous attend si on veut terminer le travail et faire en sorte que le capital humain et les institutions dont ce village global a tant besoin seront à la hauteur. »

Walter, qui a représenté la circonscription de Waterloo en tant que député progressiste-conservateur de 1979 à 1993, s'est dit très honoré de joindre les rangs des 13 récipiendaires précédents du Prix de reconnaissance pour services exceptionnels.

Ce prix lui a été décerné pour souligner ses années de service parlementaire, sa contribution à l'institution du Parlement et son respect envers celle-ci, et enfin son intérêt et son action indéfectible en faveur de l'éducation, des droits de la personne et de la démocratie parlementaire au Canada et à l'étranger. Il lui a été remis par le Président du Sénat et le Président de la Chambre des communes durant l'Assemblée générale annuelle de l'ACEP.

Pendant et après sa carrière parlemen-



L'honorable Walter McLean (à gauche) et un récipiendaire précédent, l'honorable Doug Roche.

taire, Walter a grandement contribué à des causes de développement social dans un monde en effervescence.

Ancien secrétaire d'État du Canada, ministre responsable de la Condition féminine et ministre de l'Immigration, il a aussi été délégué parlementaire à l'ONU. Cofondateur du Service canadien outremer (SUOCO), Walter a rempli la fonction de directeur local de cet organisme en Afrique de l'Ouest (Nigéria).

Après son départ du Parlement, il a maintenu ses liens avec l'Afrique en étant consul honoraire pour la Namibie au Canada. Walter a développé des programmes internationaux pour plusieurs sociétés, notamment une coentreprise canado-asiatique sur le marché du Sud-Ouest ontarien. Il a aussi organisé deux programmes nationaux de citoyenneté et conservé un intérêt pour l'éducation en siégeant notamment à un comité consultatif à l'Université Royal Roads.

En remerciant l'ACEP et ses membres pour le prix, Walter a réaffirmé son engagement envers des valeurs qu'il encourage tous les ex-parlementaires à épouser.

« Je parle ici de qualité de l'esprit, d'espoir et de rêve, de courage, de détermination et de largeur de vue, a-t-il conclu. Malgré tous nos progrès scientifiques et technologiques, et malgré la qualité de nos grands établissements d'enseignement, nous ne savons toujours pas comment nourrir et encourager l'acquisition de ce type de qualité. Ce sont ces qualités, les qualités de l'esprit humain, qui nous ont toujours permis d'exceller et qui continueront de le faire. Ce sont elles qui seront déterminantes pour la suite des événements. Je vois les ex-parlementaires s'avancer au côté de ceux qui assurent le développement de ces valeurs et qui contribuent à faire voir les choses en perspective, mettant ainsi en commun toutes les ressources du corps et de l'esprit. »

D'autres extraits du discours de Walter se trouvent sur le site Web de l'ACEP.

Service commémoratif 2012

Près de 200 personnes se sont réunies le lundi 4 juin 2012 dans la salle du Sénat pour assister au 13^e Service commémoratif annuel rendant hommage à la vie et à la contribution des 22 parlementaires qui sont décédés durant l'année écoulée.

Nombreux participants furent émus aux larmes, mais, comme le Président du Sénat, l'honorable Noël Kinsella, l'a souligné : « Par la profondeur de leur engagement envers leurs collectivités et leurs familles, ils ont eu une influence sur nos vies et sur la vie des gens qu'ils ont rejoints par leur action, au pays et à l'étranger ».

Les amis et la famille de nombreux anciens parlementaires décédés durant l'année écoulée étaient venus à Ottawa afin de rendre hommage à leur mémoire et à leur contribution dans le cadre de ce Service commémoratif.



Ce Service commémoratif annuel a réuni tout aussi bien des membres du Cabinet du premier ministre Stephen Harper que les leaders des partis d'opposition, Thomas Mulcair (sur la photo de gauche), l'hon. Bob Rae (sur la photo de droite en compagnie de l'hon. James Cowan, leader de l'opposition au Sénat) et Elizabeth May (n'apparaissant pas sur les photos).





Le très honorable Joe Clark était au nombre des participants.



Le Chœur du conseil scolaire des écoles catholiques d'Ottawa et l'Ensemble à cordes des Forces armées canadiennes (n'apparaissant pas sur la photo) ont assuré des interludes musicaux.



L'honorable Noël A. Kinsella, Président du Sénat (à droite), et l'honorable, Andrew Scheer, Président de la Chambre des communes, déposent une couronne commémorative avant de se recueillir lors d'une minute de silence.



Jack Layton était l'un des parlementaires honorés et sa veuve, la députée Olivia Chow, sa mère, Doris Layton, et son fils Mike Layton, ont assisté au Service commémoratif.



À la droite: L'honorable Doug Roche, l'honorable Lucie Pépin et le président de l'ACEP, Léo Duguay, ont eu l'occasion de prononcer des discours émouvants lors de ce Service commémoratif.



Les blogues politiques – faire passer votre message n’a jamais été aussi facile

« L’avantage des blogues est que leur aspect réactionnaire vous permet de présenter à vos lecteurs un point de vue ponctuel et instantané sur tout ce qui se passe », Angelina Chapin, The Huffington Post Canada.

Par Mike Power

Les fanfaronnades et les divagations sur la politique remontent aussi loin que la politique elle-même. Sauf pour les lettres des lecteurs à la rédaction, la plupart des opinions avaient tendance à s’exprimer verbalement durant nos conversations entre amis. Et à moins qu’une personne veuille se faire élire, ses fanfaronnades étaient la plupart du temps vite oubliées.

À l’ère du numérique, toutefois, à peu près n’importe qui peut devenir son propre éditeur, exprimer son avis à un vaste auditoire et le faire enregistrer pour qu’on s’en souvienne pendant une période indéterminée.

Commencer un blogue pour débâter sur la politique (ou tout autre sujet en fait) est extrêmement facile. Même si tout ce qui est publié sur l’Internet a la possibilité d’être lu par des millions de personnes, la majorité des blogues comptent quelques dizaines ou centaines de lecteurs.

C’est un peu comme les guitaristes : tout le monde connaît quelqu’un qui joue de la guitare, mais très peu d’entre nous connaissent quelqu’un que nous accepterions de payer pour jouer. La possibilité d’atteindre une foule de lecteurs existe, mais pour y parvenir un blogueur doit découvrir la recette qui saura les attirer.

Différent d’un site d’actualités

Selon Angelina Chapin, la rédactrice du blogue au The Huffington Post Canada, un bon blogue ressemble à bien des égards à une bonne rubrique d’un quotidien.

« La différence est que les blogues fonctionnent ou ne fonctionnent pas, précise-t-elle. C’est ce qui est excitant et intéressant. Certains blogues diffuseront une excellente opinion et sauront la rédiger d’une main d’expert. Dans d’autres cas, l’opinion sera considérée comme étant bonne tout simplement. Les chroniqueurs professionnels des journaux doivent toujours être les deux, mais ce n’est pas toujours le cas. »

Angelina Chapin insiste sur d’autres distinctions importantes entre un blogue et une chronique ou un éditorial d’un journal.

« Un blogue peut être plus terre-à-terre et se contenter de présenter un seul point de vue, selon elle. Une bonne partie de ce qu’on lit dans les journaux s’appuie sur des arguments plus élaborés. L’avantage des blogues, étant donné qu’ils sont plus réactionnaires, est qu’ils présentent aux lecteurs un point de vue ponctuel et instantané de l’actualité. »

Sites de blogues politiques au Canada

Bien qu’il existe des milliers de blogues canadiens qui se contentent de simples élucubrations ou de radotage, il y en a

d’autres qui sont vraiment excellents.

Une des meilleures ressources en ligne est iPolitics.ca, un site Web apolitique où vous pouvez lire les blogues, reportages et chroniques de personnes de la trempe des Lawrence Martin, Colin Horgan, Elizabeth Thompson et Michael Harris. On peut s’y abonner pour 15 \$ par mois, mais le contenu, qui comprend deux mises à jour quotidiennes de la vie politique, vaut le prix. (L’ACEP a négocié un rabais pour ses membres qui seraient intéressés. Vous êtes invités à communiquer avec L’ACEP pour obtenir plus de détails.)

Il y a peine plus d’un an, The Huffington Post Canada s’est lancé avec sa propre liste de blogueurs politiques, dont les parlementaires actuels Irwin Cotler et Charlie Angus, l’ancien député libéral Glen Pearson, et le journaliste Peter Worthington.

Les sites iPolitics et The Huffington Post présentent un mélange d’actualités et d’opinions et recueillent des commentaires d’une variété de blogues.

Les soi-disant « services d’hébergement » sont une minorité, toutefois. La plupart des blogues sont maintenus par une seule personne sur un site Web personnel tandis que certains journalistes travaillent pour des regroupement médiatiques plus anciens.

Blogues personnels

Glen Pearson, ancien député de Lon-

don-North Centre, a commencé son blogue intitulé, « The Parallel Parliament » à l'exhortation de ses employés environ un an après son élection pour un premier mandat comme député.

« Je voulais parler des choses intéressantes qui se passent au Parlement et dont les médias ne parlent pas, a affirmé Glen Pearson. C'est l'un des plus grands avantages d'un blogue personnel. Il vous offre une tribune qui vous permet de « contrôler » votre message et de rendre public ce qui autrement tomberait dans l'oubli. »

« Les blogues peuvent être des outils intéressants, ajoute-t-il, mais il ne doivent pas être subordonnés à la ligne de conduite d'un parti politique. Ils doivent être plus autonomes. » La réaction à son blogue a été qu'il « était trop partisan » et qu'il ressemblait trop « à la période des questions ». Cette hyperpartisanerie a nui aux aspirations positives du blogue.

Parmi les meilleurs blogues apolitiques, ceux d'Aaron Wherry, de Scott Feschuk et de Paul Wells contribuent au site Web de Macleans; Kady O'Malley maintient un excellent blogue pour la CBC sur ce qui se passe sur la Colline; et le blogue indépendant threehundredeight.com fournit une excellente analyse des sondages d'opinion publique et des tendances.

Du côté des blogues que l'on pourrait qualifier de partisans, le plus connu est celui de Stephen Taylor, qui a lancé son blogue en tant que candidat à l'investiture du Parti conservateur dans la circonscription de Kingston et les Îles en 2004. Il écrit presque exclusivement au sujet de la politique canadienne et de l'actualité, et fait deux ou trois nouveaux commentaires par semaine. Il est également le cofondateur d'un site appelé Blogging Tories où des centaines de blogueurs à tendance conservatrice écrivent leurs commentaires.

Le membre de l'état-major libéral Warren Kinsella gère également son propre blogue à <http://warrenkinsella.com/> où il se concentre sur l'actualité politique (avec un point de vue diamétralement opposé à celui de M. Taylor) ainsi que l'art et la musique à l'occasion. Son blogue est hébergé également par Liblogs, un site d'hébergement semblable à Blogging Tories.

Le Canada compte d'excellents blogues politiques, mais les trouver s'assimile un peu à chercher une aiguille dans une botte de foin. Outre ceux qui sont mentionnés ici, nous vous suggérons de partir à la recherche de sites d'hébergement qui répondront à vos intérêts en espérant que vous y trouverez des idées pour lancer le vôtre, si cela vous intéresse.

Commencer un blogue est un jeu d'enfants

Par Mike Power



Commencer un blogue est beaucoup moins compliqué que vous le pensez. S'il y a tant de blogues, c'est en partie parce qu'ils sont très faciles à lancer.

Il existe des centaines de plate-forme et de services d'hébergement différents pour les blogues, mais le plus convivial et le plus populaire est www.wordpress.com.

À l'aide de ce service, j'ai réussi à créer un exemple de blogue en moins de dix minutes.

Les étapes sont simples :

- Vous devez choisir une adresse pour permettre aux personnes de naviguer sur votre blogue. Il faut un terme accrocheur, simple ou facile à se rappeler.
- Entrez une adresse électronique valide pour que Wordpress puisse relier votre blogue à la personne qui l'écrit. Cela vous permet de recouvrer votre mot de passe en cas d'oubli.
- Créez un mot de passe afin d'être le seul ou la seule à pouvoir apporter des changements dans le blogue.
- Wordpress vous enverra automatiquement un courriel pour confirmer que vous êtes en train de créer le blogue, que l'adresse électronique que vous avez fournie est valide et qu'elle vous appartient.
- Cliquez sur le lien dans le courriel pour activer votre blogue.
- Une nouvelle fenêtre s'affichera dans votre navigateur Web menant à votre blogue. Cliquez sur « start a new post » pour lancer votre blogue.

Il existe de nombreuses façons de personnaliser un blogue avec des gabarits et des thèmes. Depuis votre blogue dans Wordpress, cliquez sur « Dashboard » dans le coin supérieur gauche de votre

écran. Sur la barre à outils qui s'affiche dans la partie gauche de l'écran, vous trouverez « Appearance ». À partir d'ici vous pouvez changer l'arrière-plan, le gabarit, les polices et à peu près tout ce que vous voulez.

Commencer un blogue est la partie facile. Maintenir le contenu sur une base régulière est plus difficile parce que les lecteurs Internet sont insatiables. Un nouveau message chaque semaine ou aux deux semaines est probablement le minimum qu'il faut pour maintenir l'intérêt des lecteurs à moins de vous joindre à un service d'hébergement de blogues.

Voici une liste de services d'hébergement politiques populaires, partisans et non partisans :

- The Huffington Post Canada (<http://www.huffingtonpost.ca/politics/>)
- The Wellington Street Post (<http://wellingtonstpost.com/>)
- Le blogue du Québec (<http://quebecblogue.com/archives/category/politique/>)
- Blogging Tories (<http://www.bloggingtories.ca/>)
- Liblogs (<http://liblogs.ca/>)
- Progressive Bloggers (<http://www.progressivebloggers.ca/>)
- Rabble Blogs (<http://rabble.ca/blogs>)

Une fois votre blogue en marche, un courriel envoyé aux administrateurs de ces sites vous permettra de savoir si votre blogue sera récupéré en vue de sa distribution. N'oubliez pas que comme toute adhésion à un parti politique, vous devez respecter certaines règles et directives si vous voulez qu'on continue de vous héberger.

Alexa McDonough honorée

Par Will Stos

« Il faut savoir se réinventer à chaque instant »



Une politicienne canadienne et pionnière honorée par ses pairs : Alexa McDonough reçoit le Prix pour l'ensemble des réalisations de l'ACEP. Elle est photographiée ici avec le récipiendaire du prix de 2011, l'hon. Ed Lumley.

Lors d'une cérémonie qui s'est tenue à Halifax le 23 mai dernier, Alexa McDonough a humblement accepté devant des centaines de collègues, amis, parents et partisans le Prix d'excellence pour l'ensemble de ses réalisations décerné pour la troisième année par l'ACEP. Le prix reconnaît le passé marquant et l'engagement dans la vie publique d'un ex-parlementaire.

« Je ne peux m'empêcher d'exprimer ma profonde reconnaissance envers ceux et celles qui m'ont accompagné pendant mes trois décennies de vie publique », a-t-elle déclaré en ajoutant que le prix leur appartenait vraiment.

Alexa a surgi sur la scène politique en devenant la première femme à diriger un parti politique officiel du Canada. Travailleur sociale de profession et militante dévouée, elle fut élue chef du Nouveau

Parti démocratique de la Nouvelle-Écosse en 1980. Pendant 14 ans comme chef, elle a permis au parti, dont la base se trouvait à l'île du Cap Breton, de décrocher des appuis dans la région continentale de la Nouvelle-Écosse.

À la suite de son élection comme chef du NPD fédéral en 1995, elle a réussi à mener le parti vers d'autres victoires ailleurs au Canada atlantique lors de l'élection générale de 1997. Alexa a continué de diriger le parti jusqu'à l'élection de 2000, avant de démissionner en 2003. Elle est demeurée au Parlement jusqu'à sa retraite en 2008.

Les deux fois où elle a brigué la direction du parti, Alexa ne détenait pas de siège au sein de la législature. Elle dit qu'elle savait qu'il serait extrêmement compliqué pour le parti si elle ne remportait pas de siège, d'où sa « profonde reconnaissance envers

la population de Halifax que j'ai servie avec fierté pendant toutes ces années ».

« Il est très important pour moi de me retrouver parmi mes collègues de l'Association canadienne des ex-parlementaires, a-t-elle ajouté. C'est un grand, grand honneur de servir la collectivité et le pays en tant que parlementaire. Tout ce qui peut renforcer l'émerveillement et la magie de cette expérience est une chose très spéciale. »

En réfléchissant à sa carrière, Alexa dit que ce fut une expérience remplie de défis et profondément enrichissante.

Selon elle, la vie en politique signifie qu'il faut se réinventer à chaque instant, car rien ne vous prépare vraiment à affronter les défis de la vie publique.

Dans son discours, l'ex-députée a déclaré « Le conseil que je donnerais à quiconque trouve que la vie publique est devenue un fardeau – ce qui n'est certainement pas le cas pour les nombreux ex-parlementaires réunis ici ce soir – c'est de passer le flambeau à d'autres. D'après mon expérience, les meilleurs législateurs et parlementaires sont ceux et celles qui adorent servir le public et qui comprennent que c'est un privilège. »

De ses nombreux souvenirs de la vie sur la Colline, Alexa affirme que « travailler avec Monia Mazighi, qui s'est battue sans relâche pour obtenir la libération de son mari Maher Arar d'une prison syrienne, fut un épisode particulièrement marquant. Son courage, son intelligence extraordinaire et sa ténacité ont été une source d'inspiration dans tous mes entretiens avec elle. »

Durant la soirée de gala, Alexa a été présentée par l'ancien premier ministre de la Nouvelle-Écosse John Buchanan, qui a lancé en riant qu'il s'en voulait toujours de ne pas avoir réussi à la convaincre de se joindre à son équipe au lieu de siéger dans l'opposition à l'Assemblée législative.

L'ancienne chef du NPD Audrey McLaughlin s'est jointe à M. Buchanan pour accueillir l'invitée d'honneur en soulignant qu'elle et Alexa ont beaucoup de points communs, Alexa étant elle aussi une pionnière à la direction d'un parti politique. Elle a aussi lancé en farce que les deux femmes avaient souvent été confondues l'une pour l'autre. L'ancienne députée



Le président de l'ACEP Léo Duguay, la récipiendaire du prix Alexa McDonough, l'hon. Audrey McLaughlin et l'hon. John Buchanan.



L'hon. Peter McCreath, Bill Casey et le sénateur Terry Mercer.



Sheila MacDonald, Innis MacDonald, Fatima Cajee, Elaine et Maurice Harquail, le Dr Robert Read et Madeline Dalphond-Guiral.



L'hon. Don Boudria, Scott Wood et le député Peter Stoffer.



Gordon Earle, Jane Earle et Anthony Salloum.



Fred George, Al MacPhee, l'hon. Stewart McInnes et Mike Savage.

de la Nouvelle-Écosse Wendy Lill, présente ce soir-là, a affirmé que la percée politique d'Alexa McDonough à la direction du NPD en 1997 avait changé sa vie. Elle comptait parmi la demi-douzaine de nouveaux députés du NPD à se faire élire en Nouvelle-Écosse, un record pour le parti.

Le député actuel du NPD en Nouvelle-Écosse Peter Stoffer a dit à la foule que J.S. Woodsworth a dû en quelque sorte avoir l'avenir de la vie publique d'Alexa à l'esprit lorsqu'il a écrit « ce que nous désirons pour nous-mêmes nous le désirons pour tous », car cela s'applique clairement

dans son cas.

Recevoir un prix pour l'ensemble de ses réalisations a permis à Alexa de se remémorer les faits saillants de sa vie publique qu'elle résume en affirmant que ce « fut un voyage fascinant et un privilège incomparable ».

Le jubilé de diamant de la reine : célébrations et réminiscences

La première partie d'une série de deux articles

Par Harrison Lowman

Cet été, la canicule n'aura d'égal que l'enthousiasme suscité par les célébrations du jubilé de diamant auxquelles participeront les citoyens de notre vaste pays pour commémorer les 60 ans de règne de la reine Elizabeth II. Les festivités ravivent également chez certains ex-parlementaires les souvenirs de leur rencontre avec Sa Majesté au cours de ses six décennies sur le trône.

Le gouvernement conservateur accorde depuis quelque temps une attention spéciale à la monarchie : rétablissement des désignations « royales » traditionnelles dans les forces armées et mise en évidence des portraits de la reine dans les ambassades canadiennes. En plus des galas, des visites royales, des expositions artistiques, des cérémonies de remises de prix et autres événements, Ottawa contribue au financement de festivités organisées par des groupes communautaires. Le gouvernement fédéral consacre au total 7,5 millions de dollars à ces festivités.

« Nous voulons souligner le travail constant et extraordinaire qu'elle a accompli tout au long de son règne », explique le porte parole de la Ligue monarchiste du Canada, Eugene Berezovsky. « Ce qui est particulièrement remarquable, c'est de voir qu'elle a su s'adapter aux meilleures caractéristiques de notre monde en mutation, tout en maintenant certaines traditions. »

La Ligue monarchiste est l'un des groupes qui ont reçu des subventions de Patrimoine Canada pour organiser des activités estivales. La Ligue prévoit notamment organiser plus d'une vingtaine de barbecues communautaires et servir des gâteaux du jubilé. Les événements seront à l'image des régions où ils auront lieu.

« En principe, les festivités auront lieu dans l'ensemble du pays



L'hon. Paul Cosgrove avec Sa Majesté, le prince Philip et le premier ministre Trudeau (derrière M. Cosgrove) en 1982. Photo : Wayne Cuddington, The Ottawa Citizen.

et seront adaptées à la diversité des résidents de la collectivité », explique Berezovsky.

En plus des festivités, 60 000 médailles du jubilé de diamant seront décernées à des Canadiens et des Canadiennes pour leur contribution exceptionnelle à leur collectivité. Le choix des récipiendaires est laissé à la discrétion de fonctionnaires du gouvernement. Des députés et des sénateurs en fonction seront également décorés.

« Ces médailles soulignent l'excellence dans la vie de tous les jours », poursuit Berezovsky. « Les récipiendaires n'ont pas sauvé le monde, mais ils ont joué un rôle important dans leur quartier, leur collectivité ou leur organisation. »

Cette année, de nombreux Canadiens et Canadiennes exhiberont fièrement leur médaille du jubilé à leur veste, tandis que d'autres portent en eux le souvenir de leur rencontre avec la reine.

Souvenirs majestueux

L'ancien ministre du cabinet libéral, l'honorable Paul Cosgrove, se souvient qu'à l'âge de cinq ans, juché sur les épaules de son père, il a aperçu la reine mère et le prince George au cours de leur traversée du Canada en train, en 1939. Des années plus tard, Paul accompagnait la reine Elizabeth II et le prince Philip durant une visite de l'édifice de l'Est, nouvellement remis à neuf, une dizaine

de minutes à peine après la signature de la Loi constitutionnelle, en 1982.

L'ex-sénateur conservateur Vim Kochhar venait de s'enrôler à l'Académie nationale de défense de l'Inde, à l'âge de 16 ans, lorsque la reine Elizabeth II a accédé au trône. Le jeune soldat a été invité en Angleterre pour l'occasion, mais sa famille n'avait pas les moyens de lui payer le voyage. Près de 60 ans plus tard, Vim a réalisé son rêve de rencontrer la reine lors d'une visite royale à Ottawa.



L'hon. Vim Kochhar (à gauche) et son épouse Dorothy Price (en rose) ont rencontré la Reine au cours de l'une de ses visites à Ottawa.

À l'âge 10 ans, l'ancien député progressiste conservateur Paul McCrossan a accueilli la princesse Elizabeth à l'occasion de sa visite dans des écoles de Toronto, « dans un groupe d'écoliers qui agitaient des drapeaux ». Dans le cadre de ses fonctions de député, il a assisté à de nombreux dîners d'État auxquels assistait la reine.

Selon Paul, c'est un cadeau exceptionnel qui est offert aux parlementaires d'assister à de tels événements et ils souhaitent partager ces moments exceptionnels avec les autres. Il a donc emmené sa fille rencontrer la princesse Anne et sa mère rencontrer la reine. Dans son euphorie, sa mère de 70 ans a même renversé son verre de vin en se levant pour saluer la reine.

« L'important, pour moi, ce n'est pas tant de rencontrer la personne importante, explique Paul, c'est plutôt d'avoir l'occasion de partager ce moment exceptionnel avec des gens pour lesquels il a une signification vraiment spéciale. »

Lors de ces événements, bon nombre d'ex-parlementaires ont été à même d'apprécier l'étonnante spontanéité de la monarchie régnante.

L'ancien ministre du cabinet libéral, l'honorable Don Boudria, a rencontré Sa Majesté à trois reprises. « C'est compliqué, parce qu'il faut faire une répétition générale, mais la reine n'est pas une personne compliquée », dit Don. « Elle est même très décontractée. »

L'ancien ministre du cabinet libéral, l'honorable David Colletette, abonde dans le même sens. À l'occasion de la course du Trophée de la reine, à Toronto, il était assis près de Sa Majesté dans la tribune par une journée de terrible canicule. Il se rappelle l'enthousiasme de la monarchie pour les courses qui se déroulaient sur la piste.

« Elle s'anime vraiment durant les courses de chevaux », d'ajouter David. « Elle adore ça. »

David raconte que la monarchie l'a ensuite taquiné parce qu'il avait choisi le cheval gagnant sans faire de pari.

Dans les souvenirs de l'ex-sénatrice libérale, l'honorable Lorna Marsden, la reine n'a pas cette rigidité qui caractérise le personnage public. Au cours d'un spectacle au Centre national des arts, Lorna s'est retrouvée assise juste sous la loge royale. Elle raconte que la reine a éclaté de rire en entendant une blague lancée par



L'hon. David Colletette accueille Sa Majesté à Toronto durant sa visite du Canada à l'occasion de son jubilé d'or en 2002.

l'un des protagonistes sur la scène.

« J'ai entendu un éclat de rire juste au dessus de ma tête », se rappelle-t-elle en riant, « c'était la reine, je pense! »

En 1984, à l'issue d'un dîner d'État à Toronto, l'ex-ministre du cabinet progressiste conservateur, l'honorable Michael Wilson, et sa nièce ont connu le côté décontracté de la monarchie à bord du yacht royal.

M. Wilson raconte qu'après s'être difficilement frayé un chemin jusqu'au salon principal en compagnie de sa nièce en fauteuil roulant, ils ont été accueillis par la reine et le prince Philip. Après les présentations, le prince Philip a demandé à sa nièce si elle connaissait des tours.

« Elle a donc traversé le salon principal en sifflant, fait grincer les freins de son fauteuil en s'immobilisant, puis fait un tour complet sur deux roues dans les deux sens, avant de s'immobiliser dans un grincement de freins, juste devant le couple royal », raconte Michael. « Je suis certain que jamais auparavant une personne en fauteuil roulant n'a donné un tel spectacle dans le salon principal du yacht royal Britannia devant la reine et le prince Philip. »

Michael a aussi eu des rencontres plus sérieuses avec la monarchie qu'il dépeint comme une personne bien informée qui s'intéresse aux parlementaires à son service.

David est d'accord avec lui. « Elle portait un respect particulier envers les élus et les parlementaires », renchérit-il. « Elle voulait toujours connaître leur opinion sur certains sujets. »

Les célébrations du jubilé de diamant qui ont lieu tout au long de l'été démontrent que cet intérêt est mutuel.

Les premiers pas du vote par Internet

Avec le vote par Internet, les fauteurs de trouble risquent de se multiplier, ne se limitant plus aux responsables des urnes, mais potentiellement à toute personne dans le monde ayant accès à une connexion Internet et dotée de certaines compétences – Carlisle Adams.

Par Peter Mazereeuw

En quelques clics, les Canadiens peuvent acheter en ligne, envoyer de l'argent dans le monde entier ou aider leur vedette préférée d'une émission de télé-réalité à rester à l'écran un peu plus longtemps.

Les élections fédérales en sont encore à l'âge de pierre ou, devrait-on dire, à l'âge de papier. Le vote en ligne semble être la prochaine étape incontournable, mais la récente cyberattaque qui a perturbé le vote lors de l'élection du chef du NPD a soulevé des doutes quant à la pertinence du déploiement du vote en ligne sur la scène fédérale.

L'expérience du NPD et des municipalités

Selon Chantal Vallerand, directrice nationale du NPD, la cyberattaque – un déni de service – a simplement ralenti le processus de vote, sans compromettre l'intégrité du scrutin. Elle affirme que le NPD est toujours fermement convaincu des avantages du vote par Internet pour une course à la direction, tout en exprimant des réserves quant à son utilisation dans le cadre d'une élection fédérale.

« Nous avons 130 000 membres admissibles au scrutin. Une élection pancanadienne, c'est une tout autre histoire », fait-elle remarquer.

Le vote par Internet en est à ses premiers pas au Canada, mais il s'impose lentement à l'échelon municipal. Depuis 2003, les résidents de Markham peuvent voter par anticipation en ligne. En 2006, Peterborough a offert à ses citoyens le vote par Internet et en 2008, Halifax y a eu recours pour le vote par anticipation. Partout au Canada, de petites municipalités utilisent également ce système.

Selon Paul Stenbjörn, directeur des opérations nord américaines chez Scytel, la société qui produit la technologie de vote en ligne, les grands avantages de ce système sont sa commodité et son accessibilité.

Paul Stenbjörn ajoute qu'un système



idéal de vote par Internet comprendrait « un chiffrement de bout en bout ». Les électeurs recevraient une application de traitement de leur vote. Les applications fonctionneraient indépendamment du reste de l'ordinateur afin d'éviter que les appareils infectés ne corrompent le scrutin ou le système.

C'est Scytel qui a géré le système de vote lors de la course à la direction du NPD. Stenbjörn signale toutefois que les néo-démocrates se sont exposés eux-mêmes au risque en ouvrant au public un site Web pour que les électeurs y remplissent leur bulletin. Dans un système parfait, les électeurs recevraient confidentiellement les instructions pour l'enregistrement de leur vote, ce qui ajouterait un degré de sécurité. Stenbjörn est persuadé qu'un système bien géré de vote par Internet peut avoir une longueur d'avance sur les cyberpirates potentiels.

Risque de cyberattaque

Carlisle Adams, un expert de la sécurité des réseaux à l'Université d'Ottawa, n'est pas d'accord. Il soutient que pendant que les chercheurs du monde entier planchent sur une technologie de vote par Internet plus sécuritaire, aucune ne l'est encore pleinement pour le moment.

« Vous avez beau mettre en place une panoplie de technologies et accroître la probabilité que les choses se passent bien, il est impossible d'être complètement à l'abri

du risque », fait-il remarquer.

Le système canadien de scrutin à bulletins de papier est sûr parce que très peu de personnes ont accès aux bulletins, fait remarquer Adams.

Avec le vote par Internet, les fauteurs de trouble risquent de se multiplier, ne se limitant plus aux préposés aux urnes, mais potentiellement à toute personne dans le monde ayant accès à une connexion Internet et dotée de certaines compétences, précise-t-il.

Plusieurs pays ont pourtant adopté ce système de vote, notamment les Émirats arabes unis, la Suisse, la Norvège et l'Estonie.

L'Estonie, le premier pays à tenir une cyberélection

En 2005, l'Estonie est devenue le premier pays à tenir une élection nationale par Internet. Depuis, ce système a été utilisé dans le cadre de cinq élections municipales et parlementaires ainsi qu'au Parlement européen. Entre les élections parlementaires de 2007 et de 2011, le pourcentage d'électeurs à voter en ligne est passé de 5,5 à 24,3 %. Cette augmentation indique que les pays très informatisés peuvent rapidement et aisément mettre en place le vote par Internet.

Cette initiative n'est pas passée inaperçue à Élections Canada, qui étudie depuis quelque temps l'expérience de pays étrangers en matière de scrutin par Internet, explique John Enright, porte-parole d'Élections Canada.

« Nous suivons avec intérêt ce qui se passe dans ces pays et nous essayons de nous inspirer de leurs pratiques exemplaires », précise-t-il.

Élections Canada se dirige à pas de souris vers le vote par Internet dans le cadre d'une élection fédérale. Enright prévoit le lancement d'un projet pilote contrôlé autour de 2015.

Il s'agirait d'un projet pilote « très restreint », précise-t-il, qui ferait uniquement appel à des volontaires supervisés qui

voteraient sur des terminaux installés dans le bureau d'un directeur de scrutin.

Selon John Enright, il est primordial de garantir l'intégrité du scrutin avant de déployer le système de vote par Internet. L'évolution constante de la technologie pose un défi particulier.

« Tous les jours, il y a quelque chose de nouveau susceptible d'avoir un impact sur la manière dont le système est appliqué », fait-il remarquer.

John Enright précise qu'Élections Canada doit travailler en collaboration avec le Parlement et obtenir l'approbation de celui-ci avant de prendre des mesures concrètes pour déployer le vote par Internet à l'échelle fédérale. Il a ajouté que la commodité de ce système ne se traduira pas automatiquement par une augmentation du nombre d'électeurs.

Pas une panacée contre le déclin du nombre d'électeurs

« Beaucoup de gens croient que le vote par Internet peut freiner le déclin du nombre d'électeurs. Je ne suis pas d'accord. On constate peut-être une hausse passagère du nombre de personnes qui choisissent de voter par Internet, mais il s'agit fort probablement de personnes qui auraient voté de toute manière. Ce système de vote s'ajoutera simplement à ceux déjà en place, et ils sont fort nombreux, ne l'oublions pas. »

Paul Stenbjorn admet que même si la nouveauté du vote par Internet entraîne souvent une augmentation passagère du nombre d'électeurs, la participation électorale à long terme dépend d'une vaste gamme de facteurs.

Pour les mêmes raisons, John Enright remet en question l'idée que le vote par Internet incitera les jeunes à voter. Les données recueillies en Estonie semblent confirmer ceci : dans le cadre de cinq élections à divers paliers de gouvernement tenues entre 2005 et 2011, le groupe des 18-24 ans n'a jamais dépassé 11 % du nombre total de cyberélecteurs. Tous les autres groupes d'âge, y compris celui des 55 ans et plus, l'ont largement dépassé.

Janno Prummel, jeune expert en marketing de 23 ans de Tallinn, en Estonie, se désolait de cette tendance. Il vante la commodité du vote par Internet. « Quelques clics et c'est terminé. » Il admet toutefois que la politique l'intéresse et qu'il irait voter de toute manière.

Prummel confirme que le vote par Internet n'a pas attiré la tranche des jeunes électeurs estoniens. Peut-être ont-ils été découragés par les mêmes facteurs qui, selon Enright, posent un obstacle au Canada : le désintérêt et le manque d'engagement des jeunes.

De l'avis de John Enright, il revient à la classe politique de résoudre ces problèmes.

Un honneur singulier pour Bryon Wilfert

Par Peter Mazereeuw

Si vous demandez à l'hon. Bryon Wilfert pourquoi le Canada a besoin du Japon, préparez-vous à prendre des notes. M. Wilfert, qui a servi les électeurs de Richmond Hill durant 14 ans avant d'être défait lors de l'élection de 2011, s'est taillé une solide réputation auprès de ses collègues parlementaires en raison du travail qu'il a accompli pour l'établissement de liens avec ce pays de l'Asie. Il a servi en tant que coprésident du Groupe interparlementaire Canada-Japon et il a contribué à ouvrir la voie aux négociations sur le libre-échange entre les deux pays. Les efforts de M. Wilfert ont été récompensés l'an dernier lorsque l'empereur et premier ministre du Japon lui ont décerné l'un des honneurs les plus élevés de la nation, l'Ordre du Soleil levant.



Bryon Wilfert a été décoré de l'Ordre du Soleil levant.

Q : Éprouvez-vous un sentiment de justification après avoir reçu cette distinction moins de deux mois après avoir perdu votre siège au Parlement?

R : Je ne dirais pas que je l'ai perdu. On m'a temporairement fait asseoir sur le banc des punitions. Lorsque vous obtenez ce genre de reconnaissance, pour moi cela veut dire que vous avez dû vous concentrer sur quelque chose de très, très difficile avant de pouvoir en retirer des avantages. L'avantage que je voyais, c'est que c'était un endroit du monde auquel nous n'avions pas porté attention sur le plan du commerce. Cela a constitué un moment fort pour moi, d'être dans ce palais impérial dans ma veste tailleur.

Q : Décrivez-nous ce moment.

R : Il faisait environ 33 [degrés] à l'ombre ce jour-là et je portais un trois-pièces, qui était en laine. Cela ne me dérangeait pas du tout, en particulier lorsqu'on a épinglé ces médailles sur moi.

Q : Selon vous, pourquoi vous a-t-on décerné cette distinction?

R : J'ai été président du Groupe interparlementaire Canada-Japon pendant onze ans. Au cours de cette période, j'ai consacré beaucoup d'efforts à promouvoir les relations Canada-Japon dans tous les domaines, à partir de la question de l'importation du

boeuf au renforcement des relations parlementaires, au moyen de dialogues parlementaires annuels au cours desquels nous nous sommes assis avec nos homologues japonais afin de discuter de questions très précises. Il est certain que mon travail relatif à l'événement « Le Japon sur la Colline », qui une fois l'an a permis de rassembler des universitaires, des politiciens et des gens d'affaires sur la Colline afin de parler du Japon, a contribué à cette reconnais-

sance. J'ai effectué de nombreuses visites dans ce pays et j'en suis arrivé à connaître très bien les politiciens japonais. Au Japon, c'est l'amitié en premier et les affaires viennent après, donc vous devez vraiment connaître les gens.

Q : De quelle façon décririez-vous la culture japonaise?

R : C'est une culture très respectueuse. C'est une culture qui croit beaucoup à l'ordre. C'est une culture qui repose sur des liens familiaux très forts et sur la reconnaissance des bons amis. Mais encore une fois, l'aspect de l'amitié n'est pas quelque chose que vous accomplissez du jour au lendemain. Cela exige vraiment de nombreuses années pour arriver à établir ces relations.

Q : Avez-vous des souvenirs intéressants que vous voudriez partager concernant vos voyages au Japon?

R : Lorsque [mes hôtes et moi] étions sur l'île d'Hokkaido, à l'extrême nord, nous avons regardé au loin et nous avons vu les territoires du Nord. Ce sont quatre îles [contestées] qui sont actuellement occupées par les Russes. Mon BlackBerry s'est activé et a dit : « Bienvenue en Russie ». Mes amis japonais n'étaient pas trop contents d'entendre cela.

Q : Une dernière réflexion que vous voudriez partager avec nos lecteurs?

R : Lorsque vous arrivez sur la Colline du Parlement, ce n'est pas important ce qu'il y a dans votre CV. Personne ne les lit. Vous devez vous tailler votre propre créneau; vous devez exceller dans un ou deux domaines. Vous n'allez pas là en espérant que quelqu'un va reconnaître vos diplômes.



L'hon. John Reid.

Le financement des candidats, des partis et des élections demeure l'un des grands problèmes de tout système démocratique, où que ce soit.

Au Canada, la Loi sur les dépenses d'élection impose des limites aux contributions de tiers et prévoit d'autres mesures de contrôle, tandis que les États-Unis viennent de se lancer dans une expérience fort intéressante dans la foulée d'une décision controversée de la Cour suprême des États-Unis rendue en janvier 2010.

La Cour a en effet établi que n'importe qui, y compris des entreprises et des syndicats, peut dépenser autant qu'il le souhaite durant une campagne électorale pour appuyer un candidat ou un parti de son choix, pourvu que son action ne soit pas coordonnée avec celle des candidats ou des campagnes. La Cour a arrêté que les lois électorales qui plafonnent les contributions financières des particuliers et des groupes d'intérêts spéciaux portent atteinte au droit à la libre expression enchâssé dans la Constitution américaine. Quelques semaines plus tard, la Cour d'appel pour le circuit du District de Columbia concluait que « les PAC (comités d'action publique) qui n'ont pas versé de contribution à des candidats, à des partis ou à d'autres PAC pouvaient accepter des contributions d'un montant illimité provenant de particuliers, de syndicats et d'entreprises (avec ou sans but lucratif) afin de leur permettre d'engager des dépenses indépendantes ». Cet arrêt a donné plus de poids à celui de la Cour suprême et les deux décisions ont donné lieu à la création des « super PAC ».

Les super PAC ne peuvent faire de dons directs à des candidats ou à des partis, mais ils peuvent dépenser autant d'argent qu'ils le souhaitent indépendamment des campagnes officielles. Contrairement aux PAC ordinaires, ils peuvent recueillir des dons en argent auprès de particuliers ou d'organisations sans aucune restriction quant au donateur ou au montant. Même s'il leur est interdit de coordonner officiellement leurs actions à celles de candidats ou de partis, il a été démontré qu'il existe

Le financement des élections américaines

Par l'honorable John Reid

une très forte coordination entre les super PAC et les candidats et partis. Les super PAC financent des messages (diffusés à la télévision, à la radio ou dans les journaux, par exemple) pour lesquels les candidats ne peuvent être tenus responsables. Cela permet aux candidats et aux partis d'emprunter le chemin « le plus sûr », sachant que les super PAC peuvent prendre un chemin plus risqué. Le résultat a été évident lors des primaires républicaines.

Les élections américaines sont très complexes, c'est-à-dire très coûteuses, mais leurs coûts ont grimpé en flèche. On prévoit que la campagne présidentielle (censée commencer après la fête du Travail) coûtera deux fois plus cher que celle de 2008, sans compter les coûts liés aux élections primaires républicaines ni les frais qui seront engagés d'ici la fête du Travail. Sans compter non plus les dépenses liées à l'élection du tiers des sénateurs, des 425 membres de la Chambre des représentants, ni à la nomination de divers fonctionnaires d'État – des préposés à la fourrière aux juges – de gouverneurs ainsi que de fonctionnaires d'État, de ville, de comté et de municipalité. Pour compliquer les choses, chaque État a ses propres lois électorales. Il faut de l'argent pour tout cela.

Voilà pourquoi les législateurs américains sont toujours en campagne de financement. Ils consacrent entre 30 et 70 % de leur temps à solliciter des fonds auprès de divers groupes d'intérêts parce qu'ils savent pertinemment que, dans 95 % des cas, les candidats qui ont le plus gros budget remportent les élections au Congrès. Sans négliger les contributions plus modestes, il est plus facile pour les candidats de réunir de grosses sommes d'argent auprès de groupes d'intérêts spéciaux, d'entreprises, de syndicats et de très riches particuliers pour leurs campagnes, leurs PAC ou leur parti, tant dans leur État qu'à l'échelle nationale.

Les PAC ont été créés en 1971 en vertu du Federal Election Campaign Act et leur fonctionnement est régi en vertu des modifications apportées à la loi en 1974. Auparavant, les dons de particuliers aux PAC étaient plafonnés à 5 000 dollars par année. Les PAC affiliés à des entreprises pouvaient solliciter des dons seulement auprès des cadres de direction, des actionnaires et de leurs familles. Les PAC non affiliés à des entreprises ne pouvaient solliciter de dons qu'auprès de leurs membres. Les PAC indépendants pouvaient solliciter des dons auprès du grand public, mais ils devaient

payer leurs propres dépenses à même les fonds recueillis. Les PAC étaient autorisés à verser une contribution maximale de 5 000 dollars par élection à un candidat, de 15 000 dollars par année à un parti politique, de 5 000 dollars par année à un autre PAC et à engager des dépenses illimitées, indépendamment d'un candidat ou d'un parti politique. Dans son arrêt de 2010, la Cour suprême a balayé toutes ces restrictions.

Un nouveau règlement devrait être adopté par la Commission électorale fédérale, composée de trois républicains et de trois démocrates qui n'ont pas encore réussi à s'entendre. Par conséquent, les relations entre les candidats et les partis et « leurs » PAC et super PAC sont très étroites. Durant la campagne des primaires républicaines, les super PAC ont permis aux candidats de contourner les limites imposées en dirigeant les riches donateurs vers des organisations « indépendantes » qui constituent presque un rouage de leurs campagnes.

Même si le Parti républicain a adopté d'emblée les super PAC et si les démocrates s'y sont opposés, le président Obama n'a eu d'autre choix que de créer son propre super PAC. La logique des dépenses électorales aux États-Unis l'y a forcé, parce qu'il ne peut se passer d'un tel soutien. Lors d'une réunion avec des représentants du secteur de la finance, l'un des organisateurs du président a tenté de rassurer l'auditoire en affirmant que le président n'avait pas l'intention de « diaboliser Wall Street », malgré les accents populistes de sa campagne en vue de sa réélection.

Lorsque les deux partis s'abreuvent au même puits, peut-il y avoir un véritable débat politique? De toute évidence, on remet à jour le vieux principe : « celui qui paie commande la musique ». Le magazine *Baron* a consacré un article spécial à l'impact des super PAC sur le Parti républicain. Il conclut que les républicains finiront par prendre le pouvoir parce qu'ils jouiront du soutien d'importants donateurs corporatifs. Des élections seront gagnées et perdues, mais à long terme, les républicains prendront le contrôle.

Comme les démocrates doivent eux aussi solliciter le soutien financier de l'élite corporative, cela signifie qu'en guise de reconnaissance, les bénéficiaires devront mettre en place des politiques qui plaisent aux donateurs. Les deux partis devront donc se plier à la ligne politique.

L'argent est vraiment le nerf de la guerre. L'hon. John Reid a été le député libéral de Kenora-Rainy River en Ontario de 1965 à 1984.



Dorothy Dobbie.

Le Musée canadien des droits de la personne est en train de prendre forme près du confluent des rivières Rouge et Assiniboine, à Winnipeg. Ce bâtiment iconique est magnifique et original, à l'image de Winnipeg. Conçu par l'architecte Antoine Predock, il s'élève en spirale vers les nuages.

De l'extérieur, l'édifice rappelle un feu de camp des prairies dont les volutes vont s'évanouir dans le ciel. Sa façade sud, toute en courbe, est en verre réfléchissant, tandis que la façade nord, angulaire, ressemble à une montagne en pierre locale de Tyndall, vieille de 450 millions d'années.

À l'intérieur, on a voulu représenter notre cheminement à travers les différentes étapes de la vie. Les visiteurs émergeront progressivement de salles obscures, semblables à des grottes, à l'intérieur d'une structure en forme de racines qui offre un abri contre les forts vents du nord, tout en laissant filtrer le soleil à travers des fentes dans les parois, marquant l'équinoxe et le solstice. Cette section abritera la collection permanente.

L'eau et les plantes médicinales constituent les éléments purificateurs de notre parcours vers le ciel par une rampe sinueuse recouverte d'albâtre chatoyant.

Les visiteurs les plus hardis s'aventureront jusqu'à la Tour de l'espoir, transparente, pour y découvrir le monde d'un poste d'observation perché à une hauteur de 12 étages au-dessus du sol. Le parcours est jalonné de présentations interactives, animées au moyen de la technologie numérique, parfois même par des acteurs qui reconstituent des événements qui doivent demeurer à jamais dans les mémoires.

Les histoires à raconter sont tellement nombreuses et doivent à jamais rester gravées dans nos mémoires si nous voulons faire progresser l'humanité. Ces histoires ne demandent qu'à être racontées, à preuve tous ces nombreux groupes qui ne cessent de réclamer l'attention depuis le jour où l'avenir du musée est devenu certain. Le monde attend avec impatience que cet édifice symbolique témoigne des terribles souffrances que nous nous sommes infligées les uns les autres depuis le

début des temps.

La construction de ce monument à la mémoire ne mettra sans doute pas fin aux atrocités, mais qui sait si la dénonciation de ces terribles événements, ici même en plein milieu du continent, n'incitera pas les visiteurs à réagir, à ne plus faire semblant de ne pas voir, à prétendre l'innocence, alors qu'en réalité, notre inaction nous rend complices de ces crimes.

Avec ses 700 000 habitants, Winnipeg est l'endroit idéal pour ce musée national, le premier à être situé à l'extérieur de la région de la capitale nationale. La ville a toujours été reconnue comme un lieu sacré depuis que les Autochtones ont donné à la province le nom de Manitoba qui signifie « détroits du grand esprit ». Selon la légende, un dieu vivait dans le grand lac situé au nord de Winnipeg et s'exprimait par le cliquetis des vagues sur les galets des plages le long des détroits qui séparent la partie nord du lac de la partie sud. De plus, Winnipeg est le centre longitudinal de l'Amérique du Nord ou encore, pour reprendre les mots imagés de l'un de mes employés philippins, le « nombril » du continent.

Le majestueux édifice législatif du Manitoba confirme également que Winnipeg est un lieu spécial. Construit entre 1914 et 1919, l'édifice regorge de symboles maçonniques, la plupart reflétant le pouvoir magique que les constructeurs de l'époque attribuaient à cet emplacement. Il n'est donc pas étonnant que l'édifice du Parlement ait vu le jour à l'instigation de sir Rodman Roblin, le grand-père de feu le sénateur Duff Roblin, qui a ordonné la construction du canal d'évacuation des crues de la rivière Rouge, l'un des rares ouvrages construits par l'homme qui soit visible de l'espace.

La Fourche, où le Musée se dresse vers le ciel, a toujours été un lieu de rencontre pour les voyageurs qui naviguaient



sur la Rouge et l'Assiniboine, les puissantes rivières manitobaines qui drainent deux grands bassins hydrographiques, au sud et à l'ouest. Ce lieu est ensuite devenu le symbole du nouveau pouvoir exercé par la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada dont les voies ferrées et les wagons ont sillonné le site durant la majeure partie du XX^e siècle. Aujourd'hui, ce terrain

a été restitué aux résidents de Winnipeg, notamment à ses premiers résidents qui ont l'usage exclusif de Pointe Sud, et constitue un écrin sauvage au cœur même de la ville.

Porte d'entrée vers l'Ouest, Winnipeg a accueilli de nombreux Néo-Canadiens désireux de commencer une nouvelle vie. C'est l'endroit où les Canadiennes ont été les premières à obtenir le droit de vote, où l'égalité d'accès pour les personnes handicapées a vu le jour, où les travailleurs se sont battus pour défendre leurs droits et ont ouvert une nouvelle ère de possibilités, où l'esprit d'entreprise a toujours été encouragé, où les arts s'épanouissent et où l'innovation fait partie de l'air que respirent les citoyens.

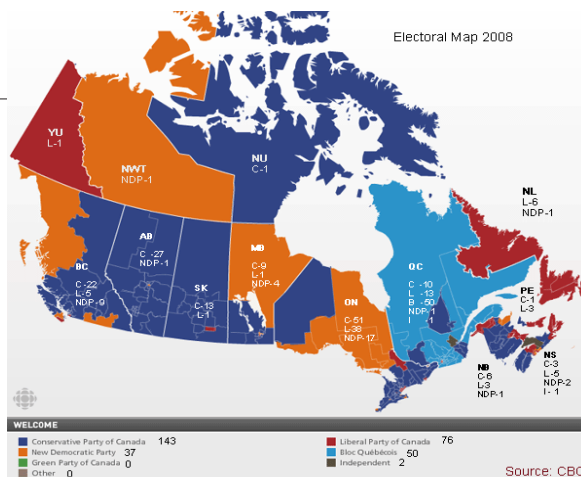
Le Musée, dont la construction sera bientôt achevée, doit son statut de musée national au premier ministre Stephen Harper qui a saisi l'importance de soutenir ce qui deviendra un autre symbole de l'engagement du Canada à l'égard de la justice, du civisme et de la protection des personnes vulnérables. Cela mérite une accolade et nul doute que M. Harper l'acceptera.

Le nouveau Musée canadien des droits de la personne sera un lieu qui dévoilera le côté sombre, cruel et barbare de la nature humaine. Espérons que cela nous aidera à trouver de nouvelles façons de nous élever au-dessus de la barbarie et qu'en ce lieu, les gens comprendront que la lumière succède aux ténébres.

Dorothy Dobbie a été députée de Winnipeg-Sud de 1988 à 1993.

La représentation, une affaire de savants calculs

Par Peter Mazereeuw



Les limites des circonscriptions électorales fédérales ont été redessinées au Canada, puisque la Chambre des communes se prépare à ajouter 30 nouveaux députés pour tenir compte de la croissance démographique du Canada.

En adoptant le projet de loi C-20 (la Loi sur la représentation équitable), le Parlement a modifié pour la sixième fois les règles pour répartir les circonscriptions fédérales. Les circonscriptions changent et des sièges sont ajoutés tous les dix ans. Mais les règles qui régissent ce processus ne sont pas aussi claires et elles ne semblent jamais résister bien longtemps.

Il fallait adopter le projet de loi C-20 parce que l'ancienne formule était « dépassée » et ne correspondait plus aux tendances démographiques, d'après le ministre d'État à la réforme démocratique, l'honorable Tim Uppal.

Les plus grandes provinces du Canada sont actuellement sous-représentées à la Chambre et elles le deviennent de plus en plus, a-t-il expliqué. Le ministre Uppal a souligné que l'objectif du gouvernement consiste à rapprocher le pays de la stricte représentation selon la population.

« Nous croyons que notre démocratie repose sur le principe de la représentation selon la population. Dans la mesure du possible, les voix de tous les Canadiens devraient donc avoir un poids égal », a-t-il indiqué.

Le projet de loi C-20 coûtera environ 15 millions de dollars par année, en rémunération des députés et en dépenses de bureau. Il a également soulevé des questions sur la nécessité d'accroître le nombre de députés, les raisons pour lesquelles la formule change sans cesse et l'idée de la représentation selon la population au Canada.

Une personne, une voix?

« Il est impossible d'expliquer le système canadien de répartition des sièges entre les provinces par une analyse logique », déclare Charles Franks, professeur émérite de l'Université Queen's. « Les facteurs à prendre en considération sont l'histoire, le sens d'appartenance, le sens de l'équité et, finalement, le désir d'avoir une représentation

égale selon la population. »

« Je ne sais pas ce que serait une formule acceptable, parce qu'il y a plusieurs tensions [à prendre en considération]. Il y a le caractère particulier du Québec, qu'il faut reconnaître à mon avis, et le fait que les provinces de l'Ouest sont très différentes les unes des autres », explique-t-il.

La représentation selon la population est un idéal auquel le Canada devrait tendre, mais il n'y parviendra peut-être jamais complètement, avoue Graham White, politologue de l'Université de Toronto.

« Il ne fait aucun doute que la représentation selon la population est importante, mais la représentation ne consiste pas seulement à diviser le nombre total d'habitants par le nombre de députés », précise-t-il.

Le ministre Uppal est d'accord. Selon lui, pour tenir compte des divers facteurs et des garanties provinciales en place et atteindre une représentation parfaite selon la population, la Chambre des communes devrait compter près de 900 députés.

Le projet de loi C-20 atteint l'objectif de faire avancer toutes les provinces vers la représentation selon la population sans négliger les complexités politiques du Canada. Le Québec obtient trois sièges supplémentaires, même si sa part de la population totale a légèrement diminué depuis le dernier recensement et est descendue à un peu plus de 23 %. Il obtient ces sièges parce qu'une nouvelle disposition garantissant qu'aucune province actuellement surreprésentée ne deviendra sous-représentée après que de nouveaux sièges sont ajoutés.

Le Québec, le Manitoba, la Saskatchewan et les provinces de l'Atlantique resteront légèrement surreprésentés dans le nouveau Parlement, tandis que l'Alberta, la Colombie-Britannique et l'Ontario resteront légèrement sous-représentés.

Une formule de son époque?

Le projet de loi C-20 permet de réviser la formule tous les dix ans en continuant de rattacher le quotient électoral (QE) à la population moyenne d'une circonscription fédérale. La population d'une province est divisée par le QE pour déterminer son nombre initial

de sièges, puis un certain nombre de facteurs spéciaux sont pris en considération.

En plus de la disposition sur la sous-représentation décrite ci-dessus, deux autres dispositions de l'ancienne formule ont été maintenues : une disposition de « droits acquis », qui garantit qu'aucune province ne perd de sièges dans le calcul, et une disposition « sénatoriale », qui garantit qu'aucune province a moins de sièges à la Chambre qu'au Sénat. Enfin, un siège est ajouté pour chacun des trois territoires.

« Quand on ajoute les divers facteurs politiques, la disposition sur le seuil sénatorial et l'important principe que les provinces ne peuvent pas perdre de sièges, on finit avec une foule de compromis et, franchement, un beau méli-mélo, mais selon moi c'est simplement le prix à payer pour vivre dans un système fédéral complexe et très varié sur le plan régional », indique Graham White.

Graham White fait partie des quelques experts qui rejettent les préoccupations concernant le coût des députés supplémentaires. Le professeur Stephen Clarkson, également de l'Université de Toronto, est d'accord avec lui et il soutient que les coûts sont peu élevés par rapport à de nombreuses autres dépenses du gouvernement.

« Je ne pense pas que les coûts soient élevés. Un système démocratique de qualité n'a presque pas de prix. Je déteste ceux qui pinaillent pour des sommes relativement faibles quand on dépense en un clin d'œil 35 milliards de dollars pour acheter des avions », ajoute-t-il.

Stephen Clarkson reconnaît que, même si les facteurs politiques influeront toujours sur la répartition des sièges, le résultat peut encore être positif pour l'ensemble du Canada. La nécessité des petites circonscriptions rurales est un exemple donné par Stephen Clarkson et plusieurs autres pour illustrer la valeur d'une représentation qui ne se fonde pas seulement sur la population.

« On peut dire que c'est politique dans un sens négatif, mais cela peut aussi être politique dans un sens positif. Il faut bien tenir compte de la géographie du Canada », conclut-il.

Les médias et les femmes en politique

Pas de différence entre les jupons et les pantalons?



Par Harrison Lowman

D'après les journalistes masculins qui couvrent l'actualité politique, les médias canadiens ne font presque plus de différence dans le traitement des politiciens et des politiciennes.

Depuis quelques mois, les politiciennes assument des rôles de leadership éminents, par suite des campagnes électorales en Ontario et en Alberta. Les journalistes affirment que leur couverture de ces campagnes provinciales contribue à l'érosion continue des préjugés fondés sur le sexe. Certaines ex-politiciennes sont néanmoins convaincues que la presse a encore bien du chemin à faire avant que les hommes et les femmes soient considérés sur un pied d'égalité en politique.

« On les aborde de la même façon et on leur parle de la même façon », soutient le correspondant du Toronto Sun à Queen's Park Jonathan Jenkins. « Tout le monde est traité de la même manière aux points de presse. » Le journaliste a récemment achevé sa couverture de l'élection en Ontario, au cours de laquelle Andrea Horwath a dirigé sa première campagne à la tête des néodémocrates. Il affirme qu'elle était considérée comme une égale parmi ses homologues masculins.

Le correspondant du Toronto Star à Queen's Park Robert Ferguson est d'accord. Affecté à la même campagne, Ferguson affirme que le sexe de M^{me} Horwath a eu peu d'effet sur la façon dont elle a été traitée par la presse. « J'ai eu affaire à des candidates et je leur ai posé des questions difficiles, parce que c'est mon métier, explique Ferguson. Je ne fais de faveur à personne. »

Les journalistes des provinces de l'Ouest semblent apparemment du même avis. L'élection provinciale en Alberta a opposé Alison Redford, du Parti progressiste conservateur, à Danielle Smith, de l'Alliance Wildrose.

Le journaliste chargé des affaires provinciales au Edmonton Journal Keith Gerein, qui a couvert les élections en Alberta, déclare que, même si les préjugés étaient palpables aux premiers jours de la campagne, ils se sont vite estompés. « Avant les élections, certains parlaient

d'une " guerre de filles ", ce qui est vraiment malheureux, affirme Gerein. Elles se sont évidemment critiquées l'une l'autre, mais de manière très raisonnable. »

Le journaliste du Toronto Star chargé des affaires nationales Tim Harper a passé tout son temps dans les autobus de la campagne en Alberta. Il affirme avoir oublié peu à peu le sexe des candidates. « Une journée à peine s'était passée et, franchement, le fait que c'étaient des femmes n'avait plus aucune espèce d'importance », ajoute-t-il.

Quelques ex-politiciennes contestent cependant l'idée que le préjugé politique contre les femmes est complètement disparu. Elles affirment que, même si les idées ont évolué, les femmes sont encore vues au travers d'un filtre particulier dans les médias.

L'ex-chef du Parti libéral de l'Ontario Lyn McLeod fait ressortir l'obsession des médias pour l'apparence des femmes, un préjugé que confirment d'autres ex-politiciennes. Elle se rappelle que les chaînes de télévision ne cessaient d'insister sur sa petite taille et sur le tabouret qu'elle utilisait pour se hisser au-dessus des lutrins.

L'ex-députée du NPD et ministre du Manitoba Judy Wasylycia-Leis se rappelle une critique semblable lorsqu'elle a été élue pour la première fois en 1986. « Je suis devenue ministre juste après l'élection et j'ai été décrite davantage en fonction de la couleur de la robe, des bas et des bijoux que je portais, que des idées que je défendais et de ce que je voulais accomplir comme ministre », indique-t-elle.

Aujourd'hui, elle insiste sur ce qu'elle appelle un accent continu des médias sur les attributs physiques des politiciennes. Elle attire l'attention sur la gaffe de l'autobus de l'Alliance dans la couverture de la campagne. Elle croit que la presse a insisté sur un détail fondé sur des stéréotypes. « Je pense que c'est un petit exemple de ce qui attend les femmes quand elles sont présentées dans les médias », explique-t-elle.

Elle affirme qu'il faudrait également se soucier du jugement des médias sur

l'attitude des femmes. D'après elle, les politiciennes qui défendent résolument certains dossiers sont souvent considérées trop émotives par les médias. « On m'a dit beaucoup plus souvent qu'à un homme qui aurait la même attitude de me calmer, d'être moins émotive, de parler plus lentement, de ne pas gesticuler, explique-t-elle. J'ai été élue à cause de la passion que j'ai pour mon travail, puis on me demande de me conformer à certaines normes et à des modèles politiques, afin que les médias me couvrent plus efficacement. »

Il semble néanmoins que le climat politique moderne a aussi permis l'inverse. Les journalistes et les politiciennes conviennent que les femmes peuvent souvent gagner des points en insistant sur leur statut de minorité. En réalité, elles peuvent renverser le stéréotype à leur avantage.

Avant les élections en Ontario, la chef néodémocrate Andrea Horwath a déclaré aux journalistes qui l'interrogeaient sur son programme politique : « Je suis une femme. Je sais qu'on ne peut pas tout changer du jour au lendemain. » Durant la campagne, les annonces du parti montraient leur chef portant des talons hauts oranges, à côté des ternes mocassins de ses opposants masculins.

D'après Robert Ferguson, ces publicités ont permis à Andrea Horwath de faire ressortir qu'elle était une femme et de gagner des voix. « Elle n'a pas peur de montrer qu'elle est une femme, dit-il. Elle a certainement tenté de jouer la carte de la féminité. »

Tim Harper est d'accord. Il ajoute qu'il n'y a rien de mal à ce que les femmes jouent cette carte. « C'était en réalité une manière très astucieuse de se distinguer de ses deux opposants blancs, d'âge mûr », admet-il.

Les ex-politiciennes trouvent également les publicités légitimes. « C'est formidable », affirme l'ex-ministre libérale, l'hon. Elinor Caplan. « Si vous avez un avantage, il est parfaitement légitime de l'exploiter, parce que, si vous avez un désavantage, l'adversaire ne se gênera pas pour l'exploiter contre vous. »

Rester en contact

Par Will Stos



Bill Casey.



L'hon. Peter McCreath.



L'hon. Audrey McLaughlin.

Bill Casey (CP, CPC, Ind.)

Q – Qu'avez-vous fait depuis que vous avez quitté la Colline?

R – Quand j'ai quitté la Colline en 2009, je suis allé travailler pour la province de la Nouvelle-Écosse, comme représentant principal au bureau de la province à Ottawa, où je représentais les intérêts du gouvernement de la Nouvelle-Écosse auprès du gouvernement du Canada, mais aussi auprès du corps diplomatique à Ottawa. La Nouvelle-Écosse s'intéresse vraiment aux relations internationales et nous avons été ravis de tisser des liens avec un grand nombre d'ambassades, de hauts commissariats et d'autres représentations. Mon contrat de trois ans est terminé. Je suis maintenant revenu à plein temps en Nouvelle-Écosse. Je prends le temps de terminer des choses qui avaient pris du retard et je tisse encore des liens pour des entreprises de la province qui cherchent des marchés et du financement.

Q – Vous avez quitté le Parlement depuis peu. Les activités parlementaires vous manquent-elles?

R – Elles nous manquent toujours. Aucun travail n'est aussi stimulant; il n'y a aucun autre endroit où toutes les fibres de notre corps sont constamment en éveil. On ne peut pas faire autrement que de regretter cette stimulation. Je ne dis pas que je veux recommencer, mais cela me manque. Je déteste la routine et, en politique, tous les jours sont complètement différents. On ne sait jamais de quoi la journée sera faite.

Q – Vous vivez encore dans la circonscription que vous avez

représentée. Vos concitoyens viennent-ils encore vous voir pour demander votre aide?

R – Ils viennent encore me voir de temps en temps et je suis heureux qu'ils le fassent. Je fais de mon mieux pour les aider quand je le peux, sinon, je les renvoie à leur député actuel. J'ai toujours aimé le travail de terrain dans la circonscription. C'était l'aspect le plus satisfaisant du métier. Quand je pouvais aider quelqu'un qui ne pouvait pas trouver son chemin dans la paperasserie et la bureaucratie, j'en tirais toujours une immense satisfaction.

Q – Vous siégez au conseil de l'ACEP. Y a-t-il un message que vous aimeriez communiquer aux membres au sujet de votre participation à l'association?

R – J'encourage les ex-députés qui ne sont pas des membres actifs à adhérer à l'association. Quand on rentre chez soi après avoir été député, on revient à un cercle relativement étroit d'activités sociales. Mais lorsque je participe avec les ex-parlementaires, mon cercle s'élargit à nouveau.

L'hon. Peter McCreath (PC)

Q – Qu'avez-vous fait depuis que vous avez quitté la Colline?

R – Après avoir été défait sans cérémonie, je suis allé travailler pour une banque canadienne, ce qui représentait tout un changement de carrière pour un enseignant. J'ai été directeur des affaires publiques à la CIBC pendant cinq ans avant de lancer ma propre entreprise, PMC Communications Inc., que je dirige depuis 12 ans. Je suis consultant en affaires

publiques, en planification stratégique et en développement des affaires. Et j'ai été consul des Pays-Bas en Nouvelle-Écosse, avant de prendre ma retraite l'an dernier. En cours de route, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse m'a aussi demandé de mettre sur pied la Nova Scotia Liquor Corporation, qui a transformé l'ancienne société des alcools en une entreprise commerciale. C'était une formidable expérience, une merveilleuse expérience qui a duré neuf ans. Mais je reste actif dans l'industrie des spiritueux et je développe des marques, surtout au Mexique et dans le sud-ouest des États-Unis.

Q – Votre travail doit vous faire beaucoup voyager. Cela vous plaît?

R – Je m'étais bien promis de ne jamais jouer au golf et de ne jamais avoir une propriété en Floride. Maintenant, je joue au golf et je vais souvent en Floride. Mais je voyage aussi dans tous les États-Unis. Ma femme et moi voyageons aussi beaucoup ailleurs dans le monde. Depuis un an, nous sommes allés en Italie, au Kenya et au Zanzibar.

Q – Quel est votre meilleur souvenir de votre vie politique?

R – L'an dernier, on m'a fait l'honneur de me nommer à la Commission canadienne des droits de la personne. Je m'intéresse depuis toujours aux droits de la personne. Dans les années 1980, j'ai été actif dans les domaines des droits de la personne et de l'éducation multiculturelle, j'ai travaillé à la Commission des droits de la personne de la Nouvelle-Écosse et j'ai été nommé au comité des droits de la personne de la

« Ça vous manque toujours. Il n'y a aucun autre travail qui soit autant stimulant et qui fait que chaque fibre de votre être reste aux aguets en tout temps. Et vous ne pouvez vous empêcher de vous ennuyer de cette stimulation. » - Bill Casey



L'hon. Ed Lumley.



L'hon. Jim Edwards.

Chambre des communes. Il y a donc une certaine continuité dans ma vie. Ce travail a été un point culminant. Mais je garde de très bons souvenirs de mon passage au Parlement. J'ai d'ailleurs écrit un livre à ce sujet, que j'ai intitulé « The People's Choice ».

L'hon. Audrey McLaughlin (NPD)
Q – Qu'avez-vous fait depuis que vous avez quitté la Colline?

R – Je vis toujours à Whitehorse, au Yukon, où je réside depuis 32 ans. Je fais beaucoup de bénévolat. Je préside la campagne Grandmothers to Grandmothers de la Fondation Stephen Lewis au Yukon. J'encouragerais certainement les membres de l'ACEP à participer à la Fondation. Il y a beaucoup de travail à faire et la situation du VIH/SIDA en Afrique est encore un très grand problème. Je fais aussi encore un peu de travail international dans des missions d'observation des élections et un peu de formation. Je suis encore occupée. Récemment, je suis allée en Égypte, à Noël, pour y observer les élections.

Q – Qu'est-ce qui vous attire vers l'observation internationale des élections et les initiatives de renforcement de la démocratie?

R – Je suis active dans ce domaine depuis une quinzaine d'années. Tout a commencé quand on m'a demandé de participer à une mission. C'est très intéressant, parce qu'on voit les différents systèmes et qu'on rencontre des gens différents. Je pense que cela permet de vraiment comprendre les différentes méthodes électorales et

de comprendre aussi que les élections ne sont malheureusement pas nécessairement synonymes de liberté et de démocratie.

Q – Quel est votre meilleur souvenir de votre carrière politique sur la scène fédérale?

R – J'ai beaucoup aimé les comités ainsi que les débats en Chambre, mais je pense que c'était dans les comités qu'on pouvait avoir une perspective beaucoup plus large.

L'hon. Ed Lumley (PLC)
Q – Quelles sont vos activités actuellement et qu'avez-vous fait depuis que vous avez quitté la Colline?

R – J'ai d'abord été sur la touche pendant deux ans pour respecter les lignes directrices de M. Trudeau sur les conflits d'intérêts. Seul homme d'affaires du Cabinet, je n'étais pas autorisé à siéger à un conseil d'administration ni à accepter un contrat pendant deux ans. Ensuite, je suis devenu président de Noranda Manufacturing Group, puis de Burns Fry à Toronto. Burns Fry a été rachetée par la Banque de Montréal, et je suis à la Banque de Montréal depuis – cela fera 25 ans en novembre. La Banque a été formidable; elle m'a gardé tout ce temps et m'a beaucoup aidée dans un grand nombre des fonctions que j'exerce hors de mon travail.

Q – Vivez-vous encore dans la circonscription que vous avez représentée?

R – Je travaille à Toronto, mais je vis encore à Windsor. Je suis très actif dans la communauté, où je fais du bénévolat. Je suis aussi chancelier de l'Université de Windsor, qui m'a demandé récemment

d'accepter un troisième mandat. C'est un honneur et c'est formidable de travailler à nouveau avec des jeunes.

Q – Vous avez reçu l'an dernier le Prix pour l'ensemble des réalisations de l'ACEP. Comment vous êtes-vous senti?

R – C'était merveilleux de recevoir un prix de ses pairs. C'est toujours le plus beau compliment. On ne peut pas contrôler ce que pensent les médias ou ce que pense le public. Tout ce qu'on maîtrise, c'est sa propre éthique et ce que ses coéquipiers pensent de soi, dans mon cas, le Parti libéral. Ce prix m'a été remis par les membres de la Chambre des communes et du Sénat, de tous les partis. Comme je l'ai indiqué à Don Mazankowski l'année précédente, lorsqu'il a été lauréat, je ne pense pas qu'il y ait de plus grand honneur que de recevoir un prix de ses collègues.

L'hon. Jim Edwards (PC)

Q – Qu'avez-vous fait depuis que vous avez quitté la Colline?

R – Je suppose que je ne suis pas fait pour garder un emploi bien longtemps. Je suis allé en Inde pour développer une compagnie d'assurance et d'autres services financiers. J'ai dirigé un organisme de développement économique chez moi, à Edmonton. Puis, j'ai présidé le conseil d'administration de l'Université de l'Alberta. Ensuite, j'ai été nommé au CRSNG (Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie) à Ottawa, que je préside encore. Depuis peu, j'ai renoncé à siéger à deux autres conseils d'administration, parce que je fais de mon mieux pour essayer de prendre ma retraite, mais je suis actif et heureux et je fais de mon mieux pour rester en santé.

Q – Quel est votre meilleur souvenir de votre passage au Parlement?

R – J'ai passé neuf ans au Parlement et j'avoue que c'est une excellente préparation pour le reste de sa vie si on saisit les bonnes occasions par la suite. De nombreux députés ne le font pas et j'ai eu mes propres difficultés pendant quelques années, après notre défaite en 1993. J'ai travaillé sans rémunération pendant cinq ans, alors je suis très reconnaissant d'avoir pu toucher une modeste pension pour me faire vivre. Mais c'est une formation merveilleuse pour presque tout ce qu'on fait. Je dis souvent que ce sont des études postdoctorales aux frais des contribuables et je le dis dans un sens très positif, parce qu'un grand nombre d'ex-parlementaires



Wendy Lill.

peuvent redonner à leur pays, grâce à leur expérience.

Q – Qu'est-ce que cela vous fait de participer à des activités avec d'autres ex-parlementaires?

R – Voir d'anciens amis fait remonter d'anciens souvenirs. Je pense que le public est moins conscient que ceux d'entre nous qui ont été élus que les amitiés avec des adversaires politiques sont parfois plus grandes qu'avec des membres de son propre parti. Les animosités, qui sont assez intenses au Parlement, se dissipent après coup et l'amitié demeure.

Wendy Lill (NPD)

Q – Qu'avez-vous fait depuis que vous avez quitté la Colline?

R – J'ai quitté en 2004 et depuis, je suis dans ma communauté, à Dartmouth, où je travaille dans divers domaines. Je me suis intéressée aux personnes handicapées et aux arts et j'ai écrit. Je suis communicatrice de profession et je continue de travailler à divers projets. J'ai écrit un feuilleton appelé « Backbencher » pour la radio de CBC, qui s'est terminé en mai dernier. Et je continue à m'intéresser à ce qui se passe à Ottawa.

Q – Pouvez-vous nous parler un peu plus de « Backbencher »? Est-ce une série dramatique de fiction?

R – « Backbencher » était une série de fiction à propos d'un nouveau député d'arrière-ban de la Nouvelle-Écosse. Ce n'était pas à propos de moi, mais j'ai évidemment eu sept années pour faire des recherches quand j'étais à Ottawa et j'ai utilisé ce matériel. C'était fantastique de faire revivre certaines des batailles d'un nouveau député. C'était un feuilleton très favorable aux députés, parce que j'ai quitté le Parlement en ayant encore en très haute estime ce lieu et le travail des députés.

Q – Quel est votre meilleur souvenir de votre passage au Parlement?

R – Avant d'aller à Ottawa comme



Mike Savage.

députée, je n'avais aucune idée de cette vie. Ce qui ressort pour moi, c'est la camaraderie qui dépassait les frontières des partis à cette époque. Travailler ensemble au sein des comités et essayer de trouver la meilleure façon de faire avancer les dossiers. Je ne sais pas ce qui s'est passé depuis, mais je ne suis pas du tout convaincue qu'il est évident aujourd'hui, dans les médias ou à la période des questions, que les députés travaillent effectivement ensemble.

Mike Savage (PLC)

Q – Qu'avez-vous fait depuis que vous avez quitté la Colline et quels sont vos plans d'avenir?

R – Cela fait presque un an depuis que j'ai quitté la Colline. C'est toujours décevant de perdre une élection, même par un faible écart. Mais j'ai toujours pensé que la politique (fédérale) m'occuperait pendant un certain temps, puis que je passerais à autre chose. Après ma défaite aux élections fédérales, je suis retourné aux affaires et j'ai commencé à travailler pour une fantastique entreprise de marketing et de communication, appelée M5, active dans toute la région de l'Atlantique et en Nouvelle-Angleterre, en qualité de premier vice-président des affaires de l'entreprise. J'essaie aussi de revenir à la politique par une autre porte. Je serai candidat à la mairie aux prochaines élections à la Municipalité régionale de Halifax. Les élections auront lieu en octobre et je me réjouis de ce nouveau défi politique.

Q – Je sais que vous avez quitté la Colline très récemment, mais quel est votre meilleur souvenir de votre vie politique?

R – J'ai aimé la collégialité sur la Colline – les bons amis que j'y ai trouvés. De temps en temps, je faisais un détour pour arriver dans le bureau de Rodger Cuzner et boire un verre de rhum après une dure journée de travail. J'ai aimé m'investir et



L'hon. Raymond Setlakwe.

j'ai toujours été un député très actif. Je me faisais un point d'honneur de prendre la parole aussi souvent que je le pouvais. Je suis fier de mes années au Parlement et je me sens béni et reconnaissant d'avoir servi mes concitoyens pendant sept ans.

Q – Qu'est-ce que vous ressentez quand vous vous retrouvez avec d'autres ex-parlementaires?

R – J'ai toujours su qu'il y avait des gens formidables sur la Colline, de tous les partis. Je suis fier d'avoir pu travailler avec des députés de tous les partis. Je pense que, lorsque la politique semble devenir plus partisane, il importe aussi que les gens raisonnables travaillent ensemble.

L'hon. Raymond Setlakwe (PLC)

Q – Qu'avez-vous fait depuis que vous avez quitté la Colline? J'ai entendu dire que vous serez honoré demain.

R – Ma femme parle trop! Le cégep de Thetford Mines reconnaîtra demain mon travail dans le secteur éducatif de la région. Mais, en réalité, ce que j'ai fait, c'est trouver du financement pour un programme de petits déjeuners dans les écoles de la région. Je suis très actif dans ce programme. Je pense que nous avons beaucoup de succès et je suis content de faire ce travail. Aucun enfant de ma commission scolaire n'ira à l'école sans avoir déjeuné au cours des 15 prochaines années. C'est garanti.

Q – Quel est votre meilleur souvenir de votre passage au Sénat?

R – Le moment où j'ai été le plus fier, à titre de Canadien d'ascendance arménienne, a été le jour où j'ai appuyé la motion visant à reconnaître le génocide arménien.

Q – À quoi vous occupez-vous ces temps-ci?

R – J'aurai 84 ans en juillet et je travaille encore. J'ai l'intention de prendre ma retraite dans 12 ans, parce que je veux continuer à skier avec mes petits-enfants – s'ils peuvent me suivre.



L'hon. Allan MacEachen.

Des amis rendent hommage à Allan J. MacEachen

L'un des plus habiles stratèges politiques et parlementaires du Canada, Allan est une icône au sein du Parti libéral. Un dîner a été donné en son honneur à la veille du Congrès biennal national du parti.

Par Francis LeBlanc

Environ 570 de ses amis les plus proches se sont réunis pour rendre hommage à l'ancien député et sénateur, l'honorable Allan J. MacEachen, à un dîner de gala organisé en son honneur au Centre des congrès d'Ottawa le 12 janvier 2012.

Durant sa longue et prestigieuse carrière au Parlement, Allan a dirigé de nombreux portefeuilles sous trois premiers ministres. Parmi ses nombreuses réalisations au gouvernement, on lui attribue la création du régime de santé public du Canada lorsqu'il était ministre de la Santé et du Bien-être social, sous le premier ministre Lester B. Pearson.

En plus d'avoir la réputation de compter parmi les plus habiles stratèges politiques et parlementaires du Canada, Allan est une icône au sein du Parti libéral. Le dîner en son honneur a eu lieu à la veille du Congrès biennal national du parti.

Son ancienne collègue au Cabinet Monique Bégin, le stratège du cabinet du Premier ministre Jim Coutts et l'adjoint ministériel Sean Riley se sont unis à l'hôte et chef par intérim du Parti libéral, Bob Rae, pour rendre hommage à Allan au cours de cette soirée. Voici quelques extraits de l'allocution de Monique pour l'occasion :

« J'ai été élue pour la première fois à la Chambre des communes le 30 octobre 1972. J'ai alors découvert le monde très étrange et exotique de la politique de parti et du pouvoir politique. La 29^e législature a commenté le 4 janvier 1973. Allan J. était alors le déjà très chevronné président du Conseil privé et leader du gouvernement et il brillait par sa maîtrise de la procédure parlementaire et de la dynamique des jeux qui se déroulaient sur le parquet de la

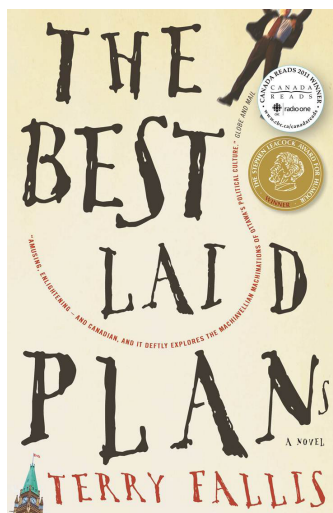
Chambre (et en coulisses) entre les conservateurs de Robert Stanfield, les néodémocrates de David Lewis et les créditistes de Réal Caouette – l'extraordinaire jeu de poker du fameux gouvernement minoritaire de 1972 à 1974.

Tous les jeudis après-midi, dans un ballet subtil, Allan MacEachen et ses vis-à-vis – feu Stanley Knowles, Walter Baker et André Fortin, établissaient le plan de match pour les jours, voire les heures qui allaient suivre. J'étais fascinée. De tous les côtés, il y avait des joueurs d'élite : Diefenbaker, Stanfield, Gordon Fairweather, T.C. Douglas, David Lewis, Réal Caouette, Gérard Pelletier, Jean Marchand, Don MacDonalld, Mitchell Sharp, Don Jamieson. Les enjeux – la peine de mort, l'avortement, les réfugiés chiliens, la vente d'un réacteur CANDU à la Corée du Sud, les missions de maintien de la paix – étaient discutés avec passion et nous, les députés de l'arrière-ban, nous suivions tout cela avec la ferveur des nouveaux venus, souvent jusqu'à 2 ou 3 heures du matin. Allan MacEachen était le maître de la Chambre...

.... Même si j'ai passé huit ans au Cabinet avec Allan MacEachen, il reste une espèce de sphinx. Quand je suis arrivée dans le saint des saints, il était déjà trop puissant pour avoir besoin de parler aux réunions du Cabinet. Il pouvait parler au (tristement) célèbre P & P; il pouvait parler avec le personnel politique (et avec Joyce!); il pouvait parler en privé avec les plus hauts fonctionnaires, il pouvait parler avec « le patron » quand il le voulait. Je me rappelle toutefois très nettement des quelques mots prononcés par Allan MacEachen après que j'ai présenté au Cabinet un programme que je tenais à tout prix à faire approuver : le crédit d'impôt pour enfants. Il

n'a pas ouvert la bouche durant la discussion. Quand est venu le moment pour le Premier ministre de prendre une décision, Allan MacEachen s'est tourné vers lui et a dit simplement : « Est-ce que je vois une demande?... » Il venait de signer l'arrêt de mort de mon mémoire au Cabinet. Je ne me souviens pas exactement du ton de sa voix. Quand il parlait, toujours avec une passion retenue, il pouvait aller de la moquerie jusqu'au ton sardonique, en passant par l'ironie, le sarcasme ou l'humour caustique. J'aurais pu l'étriper ce matin-là. Mais je n'ai jamais oublié cette leçon de Politique 101! (Et j'ai obtenu mon crédit d'impôt pour enfants plus tard!) ...

... Je n'ai pas vu ni entendu Allan MacEachen dans les années 1960 et au début des années 1970, quand il a commencé à mener ses combats et à lutter pour défendre ses idées et ses convictions au Cabinet. Quel dommage. Mais d'autres ont attesté de sa pensée claire et rigoureuse et de sa conscience sociale. À propos de cette époque, Walter Gordon a écrit : « Allan MacEachen est un homme talentueux et progressiste qui pouvait être très efficace dans les débats et, parfois, quand quelque chose lui tenait très à cœur, il pouvait présenter ses arguments au Cabinet avec beaucoup de conviction. (...) Tous les sept – Lamontagne, Benson, Pennell, Hayes, Judy LaMarsh, MacEachen, Favreau – et moi (et plus tard Marchand et Trudeau), nous nous entendions d'habitude sur tous les enjeux de politique et nous exerçons donc une influence considérable au sein du Cabinet. » Au sujet du Cabinet de 1978 – celui de « mes » années –, Paul Martin Sr. a écrit qu'Allan MacEachen était « l'un des rares géants du Cabinet ».



The Best Laid Plans: A Novel, par Terry Fallis, McClelland & Stewart, 336 p., 19,99 \$ (couverture souple), 9,99 \$ (format électronique). Critique de l'hon. Peter Adams.

Soyons réalistes. Nous avons tendance, les anciens parlementaires, à être plutôt austères et de nature introspective. Nous nous prenons très au sérieux.

Au cours des années passées, nous avons marché sur un fil de fer vertigineux au dessus des chutes Niagara à l'occasion d'élections générales et avons aimé la sensation forte que cela procure. Nous avons remué ciel et terre pour de bonnes et de mauvaises causes, dont la plupart sont depuis longtemps tombées aux oubliettes. Maintenant, nous passons beaucoup de temps à nous regarder le nombril et consacrons bien moins de temps à l'humour et aux plaisirs jubilatoires que pendant nos années de travail au Parlement.

Quand avez-vous, la dernière fois, lu un livre sur la politique uniquement pour le plaisir (mis à part, évidemment, les récits diffamants de la vie personnelle ou politique d'anciens collègues)? Si ça fait longtemps, je vous propose la lecture du premier de deux petits livres qui vous procureront du plaisir. Je parlerai du deuxième livre dans notre prochain numéro.

The Best Laid Plans est un roman léger, spirituel et très canadien sur la vie en campagne électorale, à la Chambre des communes et dans la circonscription, qui a reçu plusieurs distinctions, dont la médaille Stephen Leacock de l'humour. Je suis gêné, je dois l'avouer, de ne l'avoir lu que tout récemment.

C'est l'histoire fictive, racontée par un employé politique chevronné, d'un candidat très réticent, Angus McLintock, qui contre toute attente est élu député d'une circonscription rurale de l'Est ontarien,

L'humour en politique : la Colline à travers la fiction

C'est l'histoire fictive, racontée par un employé politique chevronné, d'un candidat très réticent, Angus McLintock, qui contre toute attente est élu député d'une circonscription rurale de l'Est ontarien, près d'Ottawa.

près d'Ottawa. L'employé devient le directeur de campagne, puis – non sans une certaine réticence lui-même – l'adjoint exécutif du politicien réticent.

La circonscription en jeu élit des conservateurs depuis plusieurs générations, et le député sortant est le ministre des Finances d'un gouvernement conservateur minoritaire qui est apprécié de tous, ou presque. Un excentrique professeur d'ingénierie de l'Université d'Ottawa, veuf depuis peu, se fait convaincre de briguer les suffrages pour les libéraux, à la condition de ne pas se faire élire.

La première partie du livre – la meilleure – décrit la campagne. Les ressources libérales de la circonscription se résument à une militante de plus de 80 ans qui, ayant été candidate cinq fois elle-même, est la mémoire institutionnelle du parti, et environ 157 \$ en banque. Le quartier général de la campagne tient à l'arrière d'une grosse famille vétuste dotée d'un téléphone cellulaire, avec deux punks, étudiants en ingénierie, chargés de solliciter des votes.

La situation nous est tous familière à divers degrés : l'octogénaire forte d'une expérience inestimable, l'affirmation selon laquelle l'absence de pancartes libérales sur les pelouses est une question éthique plutôt que financière, les jeunes solliciteurs débordants d'enthousiasme qui se manifestent pendant la campagne, mais dont l'apparence et les manières peuvent faire peur aux électeurs, les confrontations avec les chiens et l'apparition mystérieuse de graffitis sur les pancartes des pelouses.

En ce qui concerne la dame âgée, nous sommes justement en train de mettre sur pied une bourse à l'école de sciences infirmières de mon ancienne circonscription à la mémoire d'une personne qui a participé à plus de 30 campagnes aux niveaux local, provincial et fédéral.

Si vous aviez une circonscription « rurale », vous pouvez vous représenter l'arrière de ce véhicule rempli de matériel électoral, y compris du répulsif contre les chiens, des vêtements de pluie (ou de neige), une masure, des agrafeuses, des clous, sans parler des bénévoles détrempés. Dans le roman, toutefois, le véhicule sert de quartier général pour toute la durée de la campagne, plutôt que pour quelques jours.

Nous pouvons tous aussi nous représenter le lancement officiel de la campagne, les résidences pour personnes âgées qui votent toujours d'un seul bord, le fossé entre la campagne locale, d'une part, et, d'autre part, les campagnes régionale (dans ce cas l'Est ontarien) et nationale, l'attente des résultats nationaux et locaux le soir des élections (sans oublier l'annonce, basée sur les résultats d'un seul bureau de scrutin, que « le candidat du NPD a une avance respectable de 12 voix »).

Évidemment, le roman caricature certains aspects d'une campagne fédérale et de la vie politique, de la même façon qu'une bonne caricature exagère les bons et, plus particulièrement, les mauvais côtés d'une personnalité publique.

L'adversaire conservateur est mêlé à un scandale qualifié adéquatement de « leathergate », si bien que, comme le lecteur s'y attend, le candidat réticent est élu en même temps qu'un gouvernement minoritaire conservateur.

Le reste du roman relate les premiers jours du nouveau député à la Chambre, ses premières impressions, son sentiment d'humilité, son assimilation remarquablement rapide du Règlement, sa première expérience au caucus, à son bureau et en comité, sa première allocution au Parlement, la mise sur pied de son bureau de circonscription et la rencontre de ses électeurs. Tout ancien parlementaire pourra se reconnaître dans ces premières expériences du nouveau député, qu'il ait été réticent ou enthousiaste.

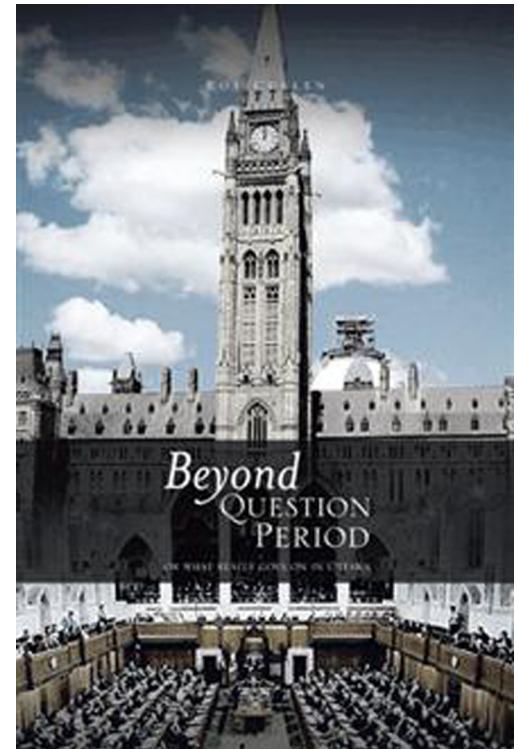
À la fin du récit, le gouvernement est défait à la suite d'un vote éclair tenu dans un blizzard sur un minibudget qui va complètement à l'encontre des promesses du récent discours du Trône. Arrivé à la toute dernière minute dans son aéronef autoconstruit (il est ingénieur, après tout!), notre député réticent tranche le débat par son vote décisif.

La description du blizzard rappellera à de nombreux ex-parlementaires les journées où ils ont été immobilisés à Ottawa, notamment – dans mon cas – par la fameuse tempête de verglas qui avait paralysé tout l'Est ontarien. C'est une lecture incontournable pour vous tous.

Je tiens à remercier Will Adams et Alan Brunger pour leurs commentaires.

Un guide pratique pour les candidats fédéraux

Roy peut expliquer le travail d'un député autant au néophyte qu'à l'observateur aguerri de la scène parlementaire.



Beyond Question Period: Or What Really Goes on in Ottawa, par l'hon. Roy Cullen, C.P., Trafford Publishing, 196 p., 24,99 \$ (couverture rigide), 14,99 \$ (couverture souple), 9,99 \$ (format électronique). Critique de l'hon. Don Boudria, C.P.

Beyond Question Period: Or What Really Goes on in Ottawa, de l'honorable Roy Cullen, tient en partie de l'autobiographie, en partie du guide pratique et présente une vue passionnante et plaisante des hauts et des bas de la vie parlementaire.

Natif de Montréal, Roy est comptable de profession et passe une grande partie de sa carrière en Colombie-Britannique (sauf pour des séjours aux Bermudes et en Afrique du Sud), puis s'installe à Toronto pour occuper un poste de dirigeant dans le groupe forestier Noranda. Avant de quitter la Colombie-Britannique, il avait œuvré comme bénévole pour l'hon. David Anderson, C.P., le candidat libéral local. Il avait aussi fait la connaissance de certains membres du caucus libéral, dont Roy MacLaren, C.P.

Très peu de temps après son arrivée à Toronto, Roy est recruté par le député MacLaren pour assumer la fonction de trésorier dans l'association de sa circonscription libérale, Etobicoke-Nord. C'est là que l'auteur fait ses armes, jonglant avec

les chiffres et organisant des activités, jusqu'à ce que M. MacLaren démissionne de son siège de député pour entrer dans la grande diplomatie en tant que haut commissaire au Royaume-Uni. Roy remporte par la suite l'investiture libérale, puis un siège à la Chambre lors d'une élection partielle en 1996. Il reste député fédéral jusqu'à sa retraite en 2008.

L'auteur présente de façon captivante l'horaire épuisant d'un député, des détails sur certains débats et des indications éclairantes sur la nécessité de faire ses armes avant de briguer l'investiture d'un parti. La description du processus électoral est également instructive. Roy accompagne le lecteur dans le cheminement parfois complexe que doivent suivre les projets de loi ou les motions d'initiative parlementaire pour pouvoir être débattus à la Chambre et il évoque le sujet très délicat des nominations au Cabinet – aspiration de presque tous les simples députés du parti au pouvoir, mais qui ne se réalisera pas dans bien des cas.

Qu'il s'agisse de travail en comité, au caucus ou dans les associations parlementaires ou encore de la fonction de secrétaire parlementaire, qu'il a exercée à deux occasions distinctes, Roy est capable d'expliquer le rôle de député tant au néophyte qu'à l'observateur parlementaire averti. À sa façon, l'ouvrage expose

ce que toute personne devrait savoir avant de briguer un siège à la Chambre des communes, alors que, trop souvent, la « découverte » de la plus haute instance démocratique du pays se fait sur le parquet même de la Chambre après l'élection. Enfin, le respect que l'auteur témoigne pour notre régime parlementaire se manifeste clairement tout au long du livre.

Si les aspirants candidats lisaient *Beyond Question Period* avant de se lancer dans l'arène, ils saisiraient avec plus d'acuité ce qu'implique la fonction de parlementaire. Le livre devrait aussi être un incontournable pour les conjoints, les membres de la famille et tous les proches, qui comprendraient mieux les impératifs et les sacrifices de la vie courante. Enfin, il devrait être une lecture obligatoire pour les adjoints politiques en herbe, car les membres du personnel politique réalisent souvent après coup que la vie sur la Colline n'a pas grand-chose à voir avec la théorie du cours de science politique 101 suivi sur les bancs de nos établissements d'enseignement supérieur.

Ce livre est un incontournable pour quiconque songe à faire le saut en politique fédérale ou à assister les candidats. Il devrait rester à portée de la main des nouveaux députés et être consulté comme un guide pratique.

Hommage à nos disparus



Don Blenkarn.

Don Blenkarn

C'était un homme qui aimait aider les autres, que ce soit ses voisins ou le reste du Canada.

Homme au franc parler et député de Mississauga pendant longtemps, Don Blenkarn est décédé le 30 janvier à sa résidence d'hiver en Floride. Il avait 81 ans.

« C'était un homme très engagé, il aimait toucher à tout », a dit sa femme, Marguerite Blenkarn.

Après des études en droit, Don a fait de l'immobilier avant de se lancer en politique en 1972 sous la bannière progressiste-conservatrice et de remporter cette année-là la circonscription de Peel-Sud. Après sa défaite de 1974, Don est revenu sur la Colline comme député de Mississauga-Sud en 1979 pour y rester jusqu'en 1993. Il a été le premier député à ouvrir un bureau de circonscription.

Les finances étaient la passion de Don au Parlement. Il a d'ailleurs présidé pendant le plus longtemps le Comité des finances.

Son talent budgétaire n'a pas profité qu'aux affaires du pays. Don et Marguerite ont aussi aidé des gens autour d'eux et notamment une famille portugaise, dont ils ont financé le déménagement au Canada et qu'ils ont aidée à s'établir.

« Nous les avons installés et leur avons acheté une petite maison. Aider les gens, voilà ce qu'il aimait le plus faire », a indiqué Marguerite.

« Il aimait donner un coup de main financier aux autres et les aider à s'établir. Après sa vie politique, Don est retourné au droit et a aidé des gens avec leur hypothèque », a ajouté sa femme.

« Il était jovial, heureux et facile d'approche », a conclu Marguerite. Don laisse derrière lui sa femme et leurs deux enfants, Brenda et Brian.



Jean Boucher.

Jean Boucher

Son fils Bruce l'a précédé dans la mort. Don avait huit petits-enfants.

Le 18 décembre 2011, l'ancien député libéral Jean Boucher est décédé à l'âge de 85 ans.

En 1951, Jean a été assermenté et admis à la Chambre des Notaires du Québec après avoir terminé le programme de droit de l'Université McGill l'année précédente.

Élu à la Chambre des communes pour représenter la circonscription de Châteauguay-Huntingdon-LaPrairie en 1953, Jean a été réélu en 1957 avant d'être défait en 1958. Il a refait un autre mandat en 1962. Après sa carrière politique, il a exercé le notariat sur la rive sud-ouest de Montréal jusqu'à sa mort. Il comptait à son actif quelque 38 000 actes notariés.

Dans les années 1980, Jean est devenu membre du conseil d'administration de SITQ (détenue par la Caisse de dépôt et placement du Québec) et il a continué de s'intéresser activement à la politique sur la rive sud de Montréal mais toujours à titre personnel.

Son amie Caroline Derome a dit que Jean était devenu une institution dans son milieu parce qu'il a consacré toute sa vie à sa profession de notaire et qu'il avait l'habitude de ne pas envoyer de facture pour ses services professionnels si la personne « avait peu de moyens mais des besoins réels ». Il avait selon elle un bureau bien traditionnel dans un bâtiment historique situé au cœur d'un petit village (La Prairie), tout juste à côté de l'église. Les gens et les amis de longue date y venaient pour parler de politique ou pour demander un conseil en matière immobilière ou juridique.

« Ce qui m'impressionnait le plus chez lui, c'était sa facilité à se faire des amis n'importe quand, n'importe où, des amis



Thomas Scott Fennell.

de tout âge, hommes ou femmes, peu importait la race, a ajouté Mme Derome. Nous sommes nombreux à nous ennuyer de lui maintenant. »

Sa femme, Odette Losier, l'a précédé dans la mort. Jean a laissé dans le deuil sa soeur Louise et ses neveux et nièces ainsi que sa partenaire.

Thomas Scott Fennell

Homme distingué et homme d'action, l'ancien député progressiste-conservateur Thomas Scott Fennell est décédé le 27 janvier 2012 au terme d'un long combat contre la maladie d'Alzheimer. Il avait 84 ans.

Après avoir fréquenté University of Toronto Schools, Trinity College School et l'Université du Connecticut, Scott a démarré une fructueuse carrière dans l'assurance des entreprises. Il a créé l'entreprise R.B. Carmichael Insurance Brokers Limited en 1973, et au milieu des années 1970, il s'est lancé dans le développement du port et de la marina de Newcastle sur les berges du lac Ontario.

Élu une première fois en 1979, Scott a été réélu en 1980 et 1984. Il a été nommé secrétaire parlementaire du ministre des Communications dans le cabinet de Joe Clark, puis a occupé les fonctions de vice-président du Comité permanent des comptes publics et whip en chef du gouvernement durant le premier mandat de Brian Mulroney.

Une fois à la retraite, Scott a créé l'entreprise Claremont Springs Incorporated pour mettre en bouteille l'eau de la source de sa ferme de Claremont. Il a fait beaucoup de bénévolat comme membre du conseil d'administration et vice-président de Canadian National Sportsmen's Shows, président de la Southern Ontario Ski Division, président de l'Association canadienne de ski, membre du conseil du



L'hon. Fred Dickson.



George Minaker.



Jean Pigott.

Progressive Conservative Canada Fund et de Ducks Unlimited.

Il prenait aussi beaucoup de plaisir à enseigner le ski à des jeunes au club de ski Osler Bluff.

Scott laisse dans le deuil sa femme Cecil, ses enfants Scott, Geoffrey et Lisa, sa belle-fille Michelle McLeod et son beau-fils Angus Pady, ses trois petites-filles, Alicia, Sarah et Sierra, ainsi que sa sœur Nancy.

L'honorable Fred Dickson

L'honorable Fred Dickson est décédé le 9 février à l'âge de 74 ans au terme d'une longue maladie et alors qu'il était encore sénateur conservateur. Il laisse le souvenir d'un « gentleman extraordinaire » qui a consacré sa vie à la politique.

Né à Glace Bay en Nouvelle-Écosse, Fred a déménagé à Truro au début des années 1970 et a exercé le droit au sein du cabinet Patterson. En 1979, il est devenu l'adjoint principal du premier ministre de la province, John Buchanan, poste qu'il a occupé jusqu'aux élections de l'automne 1981.

En tant qu'avocat, Fred a conseillé les gouvernements fédéral et provincial dans de nombreux projets de ressources naturelles et d'infrastructure, notamment lors de la signature des accords pétrolier et gazier conclus entre le Canada et la Nouvelle-Écosse en 1982 et 1985 et appelés l'Accord de l'Atlantique.

Organisateur conservateur pendant longtemps, Fred a été nommé au Sénat en 2009. Durant son mandat au Sénat, il s'est surtout intéressé à l'éducation et à la santé.

« Peu de personnes ont participé d'aussi près à la vie politique de la Nouvelle-Écosse que Fred, a déclaré George Cooper, président de McInnes Cooper, dont Fred était un associé. C'est à Fred plus qu'à quiconque que nous devons le succès du régime de gestion du pétrole et du gaz

offshore de la Nouvelle-Écosse. »

Le député de Cumberland-Colchester-Musquodoboit Valley, Scott Armstrong, a dit que le Canada entier a énormément bénéficié du dévouement de Fred à la vie publique.

Il laisse dans le deuil sa femme Kay, ses enfants Ian, Colin et Kathryn, et plusieurs petits-enfants.

George Minaker

L'ancien député progressiste-conservateur George Clement Minaker, qui a consacré une grande partie de sa vie à des charges publiques, est décédé à l'âge de 74 ans le 30 avril 2012.

Né à Morris au Manitoba, George a ensuite grandi à Winnipeg. Après ses études en génie électrique à l'Université du Manitoba, il a été élu échevin de la municipalité de St. James en 1966, puis conseiller municipal à la ville fusionnée de Winnipeg en 1971.

De 1973 à 1981, George a été député progressiste-conservateur de St. James au gouvernement du Manitoba. Il est entré au cabinet en 1979 et nommé ministre des Services communautaires et correctionnels.

George a été élu député de Winnipeg-St. James pour un mandat en 1984 et ensuite nommé à l'Office national des transports.

Depuis qu'il était à la retraite, il s'adonnait au jardinage et au bricolage à sa résidence d'Ottawa/Manotick, et il aimait cuisiner pour sa famille. George s'est installé à Ottawa/Manotick avec sa femme Joan. Il adorait s'occuper de sa superbe propriété.

Il laisse dans le deuil sa femme Joan, ses enfants Cathy, Donald et Scott, ses enfants par alliance Lesley et Keith, ses petits-enfants Sarah, Gregory, Lynsey, Jamie, Liam, Maeve, Coen, Aiden, Zachary et Julian, et une arrière-petite-fille, Ava.

Jean Pigott

Pionnière des femmes en affaires et en politique, l'ancienne députée progressiste-conservatrice Jean Pigott est décédée le 10 janvier à Ottawa, à Grace Manor, l'endroit même où elle était née 87 ans plus tôt.

« La famille passait toujours en premier, a dit à son sujet sa fille MJ Pigott. Elle était avant-gardiste mais cela ne l'arrêtait nullement. »

Jean a démontré son talent en affaires à la tête de la boulangerie familiale Morrison-Lamothe, avant de faire le saut en politique en 1976. Elle a remporté la circonscription d'Ottawa-Carleton à l'occasion d'une élection partielle.

Au Parlement, elle a été porte-parole en matière de logement, d'affaires urbaines et de Commission de la Capitale nationale. Après sa défaite en 1979, elle est devenue conseillère du premier ministre Joe Clark.

En 1984, Brian Mulroney a nommé Jean à la présidence de la Commission de la Capitale nationale. « Nos ancêtres sont venus ici dans les années 1800, mais même si c'est chez nous depuis toujours, elle a toujours voulu que les Canadiens considèrent Ottawa comme leur deuxième demeure », a ajouté sa fille.

Jean, qui a aussi siégé au Centre des congrès d'Ottawa et à plusieurs conseils d'administration, a fait l'objet d'éloges de la part de l'actuel maire d'Ottawa, Jim Watson. Elle était à ses yeux un de nos grands bâtisseurs et une source d'inspiration. Elle a été nommée membre de l'Ordre du Canada.

Mais avant tout, Jean était une femme de famille.

« Elle adorait faire la cuisine ou autre chose pourvu que ce fut en compagnie des enfants et des chiens. Il y avait toujours un chien dans les parages », a ajouté MJ. Jean laisse dans le deuil son mari, Arthur, leurs trois enfants, John, David et MJ, et ses sœurs, Grete Hale et Gay Cook. Elle a six petits-enfants.



Keith Penner.

Un hommage aux sceptiques

« Contrairement aux règles scientifiques, qui veulent qu'on vérifie chaque hypothèse émise en s'efforçant de la réfuter, certains scientifiques cherchent souvent à obtenir des données qui ont des chances d'être compatibles avec leurs opinions du moment. » – Daniel Kahneman

Par Keith Penner

Thomas H. Huxley, scientifique et philosophe du XIX^e siècle et ami de Charles Darwin, a inventé le mot « agnostique ». Il a écrit un jour : « J'ai un caractère trop sceptique pour nier la possibilité de quoi que ce soit. »

J'ai fait la connaissance de mon premier sceptique vivant au cours de mon enfance. Mon oncle préféré considérait l'agriculture comme une science. Il mettait en doute beaucoup de pratiques agricoles établies de l'époque.

Pour lui, la jachère d'été était un gaspillage de terre arable. Il a implanté de nouvelles cultures commerciales en vue de réalimenter le sol en azote. Au début, on l'a traité de fou; plus tard, on l'a salué comme un génie de l'agriculture.

Les sceptiques s'inspirent d'une riche tradition. C'est Aristote qui doutait que la Terre soit plate, allant à l'encontre de la plupart des philosophes d'avant Socrate. Se fondant sur des données empiriques, il a soutenu que la Terre était ronde, comme l'avait envisagé Pythagore des centaines d'années auparavant.

Le géocentrisme avait été mis en question dès le troisième siècle avant notre ère, mais ce n'est qu'aux XVI^e et XVII^e siècles, grâce aux travaux de Copernic, Kepler et Galilée, que la théorie qui place le soleil au centre du monde a fait son chemin dans les esprits.

Malgré tout, Galilée a été forcé de renier la théorie copernicienne et a passé les dernières années de sa vie assigné à résidence. Un sceptique est mal à l'aise devant l'expression « il est scientifiquement établi ». Daniel Kahn-

man, dans son ouvrage fascinant *Thinking, Fast and Slow*, observe que : « Contrairement aux règles scientifiques, qui veulent qu'on vérifie chaque hypothèse émise en s'efforçant de la réfuter, certains scientifiques cherchent souvent à obtenir des données qui ont des chances d'être compatibles avec leurs opinions du moment. »

Un sceptique des changements climatiques a donné un cours récemment à l'Université Carleton d'Ottawa. Il a été critiqué d'une façon insolite et révélatrice. Des tenants de la théorie du « réchauffement planétaire catastrophique d'origine humaine » ont dit que « les négationnistes étaient entrés dans le système d'enseignement supérieur ». Cette déclaration semble heurter de front tant le monde scientifique que le milieu de l'enseignement supérieur.

Certains scientifiques ont affirmé que les données sur un réchauffement planétaire dommageable causé par l'activité humaine sont « incontestables ». Pareille déclaration péremptoire a alarmé Ivar Giaever, lauréat du prix Nobel de physique en 1973, qui a répliqué que « rien en science n'est incontestable ».

L'Organisation européenne pour la recherche nucléaire a fourni des données montrant que les changements climatiques sont liés au soleil : les rayons cosmiques qui entraînent la formation des nuages agissent sur la température terrestre. Elle a indiqué dans une note de bas de page que ces résultats sont « politiquement sensibles ».

L'Ontario a reçu des éloges pour sa politique sur l'énergie verte. La production d'énergie éolienne et solaire, qui coûte des milliards de dollars, a été applaudie dans certains milieux, mais il y a des sceptiques qui ont des raisons de douter.

Si vous vivez dans le comté de Prince Edward en Ontario, il y a des chances que vous comptiez parmi les sceptiques. Cette charmante région a été envahie par les parcs éoliens. Les résidents, mécontents, se plaignent que les éoliennes défigurent le paysage, causent un bruit qui perturbe leur sommeil, brouillent sérieusement les ondes de télévision et les micro-ondes et présentent un danger pour les oiseaux et le gibier à plumes.

Certains mécontents qui vivent à proximité des parcs éoliens se font traiter de « pauvres citoyens ». Il en a toujours été ainsi. De tout temps, les sceptiques se sont fait qualifier d'« hérétiques », de « rebelles », d'« esprits négatifs » ou d'autres qualificatifs péjoratifs. Il est souvent plus facile de les cataloguer que de rétorquer par des arguments probants, plus persuasifs.

On ne peut certes pas établir que les sceptiques détiennent toujours la vérité, mais on peut dire qu'ils sont à la recherche de la vérité. C'est eux qui insistent pour au moins faire vérifier rigoureusement les théories, les pratiques et les hypothèses avant que soit proclamée leur véracité absolue.

D'où l'hommage rendu aux sceptiques. Keith Penner a été député du Nord de l'Ontario de 1968 à 1988.



La membre honoraire Lenore Dinsdale, Grete Hale, venue honorer son amie Jean Pigott, et l'hon. Noël Kinsella, Président du Sénat.



Laverne et Lois Lewycky.



Ci-haut à gauche : Deux nouveaux membres : Bill Young, l'ex-Bibliothécaire parlementaire nouvellement nommé membre honoraire de l'Association, et l'hon. Bill Rompkey, qui a récemment pris sa retraite du Sénat. Ci-haut à droite : Francis LeBlanc, Maurice Harquail et l'hon. Fred Mifflin. À gauche : L'ex-président de l'ACEP Barry Turner avec Mary Ann Silverthorn-Finlay et Wally Ellis. À la droite: L'hon. Lucie Pépin et l'hon. Jean Bazin.





QUELLE EST VOTRE CONTRIBUTION À LA DÉMOCRATIE?

INSCRIVEZ-VOUS
DÈS MAINTENANT
DEMOCRACY-DEMOCRATIE.CA

DATE LIMITE : LE 30 NOVEMBRE 2012



EN COLLABORATION
AVEC :

Association
canadienne des
ex-parlementaires



Le Défi national jeunesse est une activité principale de la Semaine canadienne de la démocratie - une initiative annuelle d'éducation civique d'Élections Canada. L'Association canadienne des ex-parlementaires est fier partenaire d'Élections Canada et offre le premier prix dans la catégorie « Meilleure entrée de blogue », un voyage d'éducation civique de deux jours pour deux personnes à Ottawa, qui permettra au gagnant de voir de ses propres yeux en quoi consiste la démocratie au Canada.

Visitez notre site Web, www.exparl.ca, pour de plus amples renseignements.